

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)
ADMINISTRATION-REDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Mussolini ordonne.
Chamberlain accepte...
La
non-intervention
continue

Le chantage à la guerre a trop duré

IL DOIT CESSER

Grand remue-ménage dans les chancelleries. Le gouvernement de Barcelone a fait savoir à Paris et à Londres qu'en réponse aux bombardements des populations civiles, il envisageait des représailles non pas dans les villes espagnoles où il risquait de frapper une population sympathique, mais chez les vrais responsables.

Immédiatement la presse allemande, et surtout italienne, de protester, se reconnaissant sans doute dans ces vrais responsables. Cette déclaration du gouvernement espagnol est pleine de menaces pour la paix en Europe. Au « Libertaire » nous avons toujours été très nets, nous avons toujours affirmé — et la motion votée à notre dernier congrès le déclare en termes précis — que jamais nous ne marcherons dans une guerre impérialiste, même faite sous le faux prétexte de la défense de l'Espagne ouvrière. On ne peut donc pas nous prêter des pensées belliqueuses. Pourtant, malgré tous nos sentiments pacifistes, nous ne pouvons condamner l'attitude du gouvernement espagnol.

Certains uns pacifico-révolutionnaires nous disent que cette note est d'influence soviétique. La chose est possible, elle n'en est pas moins légitime. Depuis plus de vingt mois les avions allemands et italiens bombardent les femmes et les enfants. Les scènes d'horreur se succèdent. La presse de gauche et les gouvernements dit démocratiques se contentent de protestations verbales, en demandant « politement » à Franco

de s'abstenir de tels bombardements, si toutefois il n'y voit aucun inconvénient. Et les massacres continuent. Si devant de tels faits les républicains perdent patience et menacent à leur tour, qui peut leur donner tort ? Est-ce que les bombes doivent ne frapper que d'une façon unilatérale ?

Est-ce que chaque jour les femmes et les enfants des ouvriers ibériques doivent être assassinés ? Pour certains ceci apparaît légitime, mais dès que les gouvernements menacent (et ils menacent seulement) de lever le petit doigt, immédiatement les cris, les protestations s'élèvent. On parle de provocations à la guerre. N'est-ce pas ridicule ?

Le chantage à la guerre dure depuis près de deux ans ; il a trop duré, il doit cesser. Les gouvernements manifestent l'intention de bombarder Palma de Majorque, et Mussolini tempête, menace, car il considère cette île comme une colonie italienne. Et tous nos nationalistes, d'applaudir les hurlements du César de

Carnaval. Puisque Mussolini n'est pas content, il n'y a qu'à s'incliner. Certains pacifistes prennent la même position.

Ce bluff, ce chantage à la guerre, ne doit pas nous impressionner. Un fait existe : depuis deux ans les travailleurs ibériques soutiennent une lutte héroïque pour leur liberté, pour la liberté du prolétariat international. Depuis longtemps ils seraient victorieux si l'intervention des puissances fascistes, tolérée par les Etats démocratiques, n'avait pas eu lieu. Nous ne demandons pas que les avions espagnols bombardent les villes italiennes, nous demandons seulement que les gouvernements puissent se procurer les armes qui protégeront leurs propres villes, mais pour cela nous ne comptons pas sur les gouvernements démocratiques qui ont déjà montré ce dont ils sont capables.

La classe ouvrière de notre pays ne doit plus accepter le chantage à la guerre, elle se doit d'avoir sa politique autonome de classe, de solidarité à l'Espagne antifasciste.

Par son action directe elle doit imposer la levée de l'infâme blocus. En permettant et en travaillant à la défaite du fascisme en Espagne elle sauvera la paix et les jours du fascisme en Italie seront comptés. Mussolini ne tenant présentement que par son bluff et par le soutien de Chamberlain.

LIRE EN 3° PAGE :

L'amélioration de l'outillage, par Max Stéphen.

EN 6° PAGE :

Au seuil du tombeau, par J. Chazoff.

LE CONGRÈS DE ROYAN (I)

La mort du socialisme-autoritaire

par Sébastien Faure

En imaginant une « prise de bec » entre Bakounine et Marx se rencontrant dans le royaume des Ombres et parfaitement au courant de ce qui se passe dans le monde des Vivants, j'ai tenté de tracer la ligne de démarcation qui sépare les deux Ecoles socialistes : l'Ecole autoritaire et l'Ecole libertaire.

Les événements qui, depuis une cinquantaine d'années, se sont déroulés n'ont fait que marquer plus profondément cette ligne de séparation.

En maintes et maintes circonstances, les Libertaires ont crié « casse-cou » et aduré les Autoritaires d'ouvrir les yeux sur les tristes conséquences de leurs méthodes de propagande, d'organisation et d'action et d'y renoncer.

En vain ! Ceux-ci se sont obstinés à rester dans la voie où ils s'étaient engagés. Ne pouvant opposer rien de sérieux aux reproches qui leur étaient adressés, pouvant moins encore justifier leurs comportements et se refusant néanmoins à abandonner ceux-ci, les représentants des plus qualifiés de l'Ecole autoritaire — je n'en veux citer aucun, car, pour être impartial et juste, il faudrait les citer tous — n'ont su mieux faire que de recourir aux moyens de défense des coupables : nier l'évidence, injurier, calomnier, employer les procédés les plus perfides et les plus vils.

Et lorsque, exceptionnellement, un théoricien de l'Ecole marxiste voulait bien se résigner à discuter, toute son argumentation se résumait comme suit :

« Ainsi que vous, Libertaires, nous sommes les adversaires de l'Autorité et de l'Etat qui en est l'expression politique et sociale. Autant que vous, nous voulons la suppression de l'Etat. Nos Maîtres (car nous ne sommes que de modestes disciples) nous ont enseigné que, à l'Etat capitaliste : Gouvernement des Hommes doit succéder le Régime socialiste : Administration des choses.

« Nos plus doctes théoriciens ont déclaré que votre devise : Bien-Être et Liberté est enfin la nôtre et que la réalisation de cette devise exige l'abolition de l'Etat.

« Marx a solennellement proclamé que l'Idéal vers lequel s'achemine l'Humanité en voie d'émancipation complète, c'est l'Idéal libertaire.

Plus près de nous, Lénine a affirmé que la notion et l'existence de l'Etat sont indissolublement liées à la notion et à l'existence des Classes antagoniques ; que l'Etat n'est que l'installation au Pouvoir de la classe dominante ; que, dès le triomphe de la Révolution, le Proletariat doit s'emparer de l'Etat et de tous les leviers de commande ; que la tâche de

l'Etat prolétarien est, avant tout, de sauvegarder les conquêtes de la Révolution en prévenant et, s'il le faut, en réprimant et abattant tout retard offensif de la Classe expropriée ; que la tâche du Proletariat au Pouvoir, c'est, ensuite, de jeter les fondements d'un Régime social entièrement nouveau, d'en diriger le bon fonctionnement et d'en assurer la solidité définitive ; que cette tâche est, enfin, de doter les générations qui montent d'une éducation s'apparentant à l'organisation de la nouvelle société.

« Cette triple tâche une fois accomplie, l'Etat, dit Lénine, aura parachevé sa mission ; il n'aura plus de raison d'être et, devenu peu à peu inutile (car il aura traversé les trois phases : nécessité, utilité, inutilité) il n'aura plus qu'à disparaître et cette disparition se fera d'elle-même, tout organe n'accomplissant plus sa fonction étant appelé à mourir.

« Consultez tous ceux dont les enseignements font autorité dans nos milieux et voilà ce que tous vous diront.

« Il n'y a donc, entre nous, qu'une question d'opportunité, on pourrait dire de procédure ; et en voici l'explication : nous estimons qu'il n'est pas possible de se pas-

ser de l'Etat dans les jours qui suivront immédiatement la Révolution expropriatrice, laquelle, au surplus, se fera et ne pourra se faire que par étapes plus ou moins nombreuses et espacées.

(Voir la suite en 6° page.)

(1) Voir les 2 précédents numéros du Libertaire.

Quand bat le cœur démocratique de l'oncle Sam

par Lashortes

On parle de plus en plus de « l'heure des démocraties ». A lire une certaine presse il semblerait que l'on soit à la veille d'une coalition grandiose de gouvernements non plus en vue de faire la guerre

mais en vue d'imposer la paix aux « peuples belliqueux ». On voit assez contre qui se formule la menace. Des événements récents lui donnent un caractère plus précis et plus efficace. A bon entendeur, salut ! Il s'agit d'une orientation nouvelle de la politique extérieure des Etats-Unis. Depuis la guerre résolument isolationniste, cette politique tend de plus en plus à s'intéresser aux choses de l'Europe. Naturellement, et conformément à la tradition idéaliste de la grande démocratie américaine, elle ne peut qu'incliner en faveur des gouvernements qui se réfèrent au même culte, c'est-à-dire à ceux de France et d'Angleterre. Ajoutons-y celui de l'U.R.S.S. puis, que depuis un an un rapprochement s'est opéré entre Moscou et Washington sur la base d'une commune attitude à tenir à l'égard du Japon. Les manifestations de cette nouvelle orientation de la politique américaine sont trop nombreuses pour qu'il soit question de les mentionner toutes. Rappelons toutefois les discours énerghiques que le président Roosevelt prononçait à Chicago voici quelques mois ; les réactions de la presse américaine quasiment unanime après l'Anschluss ; le tout récent rappel de M. Cordell Hull du pacte Briand-Kellogg faisant aux gouvernements signataires une obligation d'honneur de ne pas recourir à la guerre ; enfin, et ces derniers jours, deux discours d'hommes d'Etat de l'Union s'efforçant de formuler d'une part, la solution de l'irritante question de la répartition des matières premières dans le monde et, d'autre part, le programme d'une nouvelle politique extérieure des Etats-Unis.

L'ensemble de ces manifestations importantes semble bien indiquer, en effet,

que les Etats-Unis s'approprient à rejeter définitivement comme périmée cette doctrine de Monroe qui préconise le divorce entre l'Europe et l'Amérique et qu'on feignait, en dépit des faits et de l'intervention des Etats-Unis pendant la guerre de 1914-1918, de maintenir et de considérer comme une espèce de dogme intangible. Que cette pseudo-doctrine, qui ne fut d'ailleurs jamais appliquée mais qui autorisa ou couvrit tous les brigandages de l'impérialisme yankee, ne réponde plus aux conditions actuelles de l'économie mondiale, il n'en faut pas douter. Ce mouillage idéologique est décidément hors de service. Et les difficultés insurmontables où se débat l'économie américaine obligent à l'avouer. C'est là, et là seulement, qu'il faut trouver le secret de l'évolution des gouvernements de Washington. Impossible désormais d'imaginer un retour à la prospérité dans un isolement dédaigneux de l'Europe. Les mauvais jours sont venus. Le capitalisme américain chancelle. Plus de dix millions de chômeurs. Depuis plus d'un an une dépression continue qui oblige les usines à fermer leurs portes. Des banques qui sautent. Le New Deal essouffé, suspecté, condamné. Une conjonction de catastrophes en dépit des efforts de Roosevelt pour doper l'économie à l'aide de stimulants artificiels. Décidément, rien ne va plus.

C'est dans cette situation qu'il faut chercher les causes du retour des Etats-Unis à la fraternité démocratique. Aussi longtemps qu'on a pu croire, à Washington, qu'il était possible de fonder la prospérité américaine sur le vasselage économique de l'Europe, les gouvernements ont pu, comme on dit, tirer leur épingle du jeu. Au-

La région parisienne
de la J. A. C. vous
invite à sa balade
champêtre le 14 juillet
au « Tapis Vert ».
Répondez nombreux à
son appel.

CRIME DE LÈSE-MAJESTÉ

Le « libertaire » saisi

La vente de notre dernier numéro a été interdite par la police, tant dans la région parisienne qu'en province. Les ordres sont donc venus directement du ministère de l'Intérieur. Mais cette fois le Sarrault n'a même pas pris la précaution d'entourer son coup de force des formes légales. Le numéro n'a pas été saisi dans nos bureaux, la saisie ne nous a pas été légalement signifiée, aucune poursuite n'est engagée, une fois de plus nous sommes en plein arbitraire policier.

Pourquoi une telle mesure ? Rien dans ce numéro ne semble la motiver. Quelques flics qui ont arrêté nos vendeurs, leur ont déclaré que nous aurions insulté le roi d'Angleterre.

Dans la France du Front populaire, il est défendu de protester contre les persécutions dont sont victimes nos camarades étrangers, à l'occasion de la venue des sou-

verains britanniques. Le crime de lèse-majesté est rétabli, mais comme les lois en France ne le considèrent pas encore comme délit, le Sarrault du Sphinx fait interdire illégalement la vente du « Libertaire ».

Ainsi nous saurons que dans notre doux pays, on a le droit de se moquer des pieds de Lebrun, mais il est défendu de dire que jamais un révolutionnaire ne voudrait attenter aux jours d'un roi dont la figure exprime tout autre chose que l'intelligence. Ce voyage à pour but d'établir l'Alliance Franco-Anglaise pour la prochaine « dernière » guerre. Nous nous sommes dressés d'une façon farouche contre la guerre et l'Union sacrée et ce n'est pas les répressions gouvernementales qui nous feront taire. Nous avons pour habitude au « Libertaire » de dire ce que nous pensons et pas toujours en termes diplomatiques et nous continuerons.

Jour'hui ce quant-à-soi serait absurde. Il faut voir les choses comme elles sont, c'est-à-dire qu'il faut admettre que ces stupides querelles qui divisent l'Europe ne sauraient se régler sans que les Etats-Unis y soient, en quelque manière, intéressés. L'océan Atlantique n'est pas assez large pour que les perturbations ne le traversent rapidement et pour que la contamination ne soit à craindre. La solidarité dans le marasme appelle nécessairement la solidarité dans la guerre. Qu'ils le veuillent ou non les Etats-Unis participent dorénavant au destin de l'Europe.

Le capitalisme américain arrive au stade actuel de son développement à la vue courtoise. S'il en eût été autrement, il eût pu choisir un rôle grandiose au lendemain de la guerre : celui d'accoucheur des Etats-Unis d'Europe. Il préfère celui d'usurier. Et, pour augmenter ses profits, il se double de celui de trafiquant. On sait où tant de beaux calculs mènent le monde et l'Amérique. Aujourd'hui l'Onclé Sam, comprenant qu'il ne doit rien attendre de débauchés décidément insolubles, tente une autre manœuvre. Affolés devant la perspective de bouleversements dont il est impossible de prévoir l'ampleur, il se raccroche à la pensée qu'il peut encore, en faisant la grosse voix et en menaçant de son parapluie, faire rentrer dans l'ordre les fauteurs de trouble. M. Sayre, son porte-parole, secrétaire d'Etat, définit une politique préconisant l'établissement de cours de justice internationales et le renforcement de la collaboration entre les peuples pacifiques. « On ne peut pas compter les Etats-Unis pour zéro à ce moment crucial de l'histoire du monde », s'écrit-il. Ce qui signifie que le gouvernement de Washington entend épauler l'impérialisme franco-anglo-russe dans son effort de conservation internationale.

Il est inutile de démontrer à l'onclé Sam qu'il n'est qu'un brigand. Depuis longtemps il est fixé là-dessus et reste insensible au compliment. Mais admettrait-il pareillement qu'il a la tête bien légère et que ses prônes, ses exorcismes et ses petites combinaisons sont sans effet sur la marche du monde ?

LASHORTS.

Les anarchistes et l'unité du syndicalisme

(Suite de la première page)

C'était là une attitude dictée par le bon sens même. Il n'y a là aucun sentimentalisme, aucune mystique. Avant d'être des anarchistes, nous sommes des exploités ; nous souffrons de la dictature patronale, de la rapacité du capital, de l'oppression de l'Etat, au même titre qu'il soit communiste, socialiste ou indifférent. Seules nos convictions anarchistes nous font sentir avec plus d'acuité cette oppression et cette exploitation. Mais en voulant nous en libérer nous ne prétendons pas, ce qui serait absurde, que la science que nous avons acquise de notre malheur — ainsi que disait Pelloutier — nous place dans un monde à part situé sur un plan supérieur à celui des vulgaires humanités. C'est pour nous comme pour n'importe quel être qui souffre du régime capitaliste une nécessité vitale de nous unir à nos semblables de manière à être forts et à faire bloc contre l'ennemi commun : le patron.

Aujourd'hui, de même que pour l'indépendance syndicale, il se trouve que devant les ravages commis par les stalinien, certains syndicalistes se demandent si, finalement, il ne vaudrait pas mieux de se séparer d'alliés aussi intolérants et si l'unité ne recouvre pas une duplicité lamentable. Je crois sincèrement que si de près ou de loin les anarchistes groupés dans la C.G.T. s'associaient à ce point de vue, ils commettraient une lourde erreur tactique et méconnaîtraient un principe fondamental du syndicalisme.

Aujourd'hui une scission ne pourrait s'opérer qu'au bénéfice des stalinien. En même temps que grâce à leur permis d'appareil de propagande, elle leur permettrait de ruiner leurs adversaires par l'outrage, la calomnie, la diffamation — toutes armes où ils sont passés maîtres — elle les débarrasserait précisément des adversaires les plus gênants et leur laisserait les mains libres.

L'unité c'est une nécessité en quelque sorte physiologique pour la classe ouvrière française. Ce pays est administrativement, économiquement, un des plus centralisés de l'Europe. Une interdépendance étroite unit entre elles les régions industrielles. A part quelques rares corporations d'importance secondaire toutes les grandes catégories industrielles sont étroitement liées les unes aux autres. Ce n'est pas l'Espagne par exemple où les divisions naturelles du relief géographique isolent les provinces et favorisent les particularismes de toutes sortes y compris les particularismes idéologiques. Et cependant contre l'adversaire commun l'idée même de l'union des forces ouvrières, U.G.T.-C.N.T., s'est imposée avec une force irrésistible.

En France, la division syndicale, c'est la fin du syndicalisme. Une expérience de quinze années doit suffire à en administrer la preuve irréfutable.

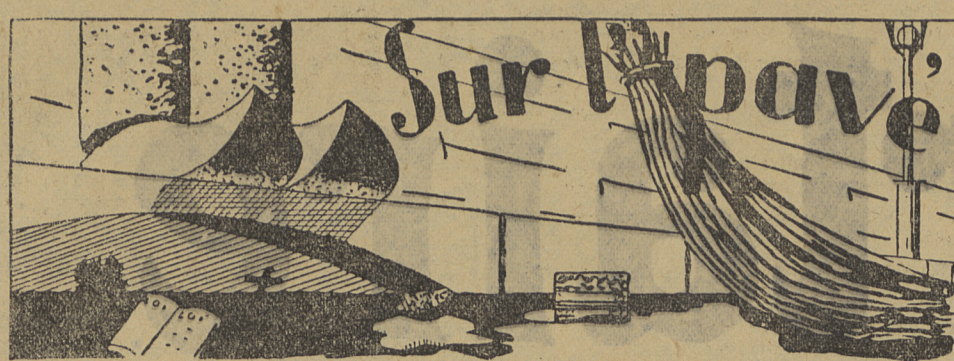
Elle a surabondamment démontré que la co-existence dans une même ville de deux organisations se partageant une même corporation réduit celle-ci à l'impuissance la plus totale. Le patronat est maître de la situation et, tranquillement, compte les coups que se portent les frères ennemis.

Certes, l'unité a servi les communistes. Mais elle a, au moment où elle s'est faite, surtout servi la classe ouvrière. C'est aux militants syndicalistes et particulièrement aux anarchistes de démontrer par leur action personnelle, énergique et tenace, que seule, l'intrusion des partis politiques dans les syndicats, sème le découragement, le doute, amène la division et provoque la scission. Dans tous les cas celle-ci est une défaite pour le prolétariat. Aussi le mot d'ordre lancé par le Libéraire syndicaliste :

Pas de syndicalisme sans unité ; pas d'unité sans indépendance, ne paraît concrétiser parfaitement les caractéristiques fondamentales du mouvement ouvrier français.

Il est aussi dans la meilleure tradition de l'anarchisme.

L. ANDER.



ASSASSINS...

Un jeune homme de Cherbourg, âgé de 26 ans, travaillant depuis 13 ans aux chemins de fer vient à Paris, où l'appelaient son travail.

Malade, déprimé, en proie à une crise de psychopathie, il erre dans la capitale. Il n'a plus d'argent. C'est un vagabond. On l'arrête. On le cuisine. On tient absolument à lui faire prendre à son compte un cambriolage dont on n'a pu découvrir les auteurs. Il avoue. Examiné par le Dr Truelle, celui-ci conclut à l'irresponsabilité totale le jour de l'arrestation.

Sa maladie s'aggrave. On le met en prison. Même sous le Front populaire les prisons sont des lieux odieux infestés de vermine. Les rats y pullulent.

Trop faible pour les écarter, le jeune Lecocq est mordu cruellement.

Emmené à l'infirmerie de Fresnes, il y meurt le 19 mai et le lendemain le juge se décide à rendre une ordonnance de non-lieu. Le crime du jeune Lecocq était d'être malade. Le commissaire d'Asnières qui voulait, avant tout, un coupable pour son cambriolage, a trouvé chez cet être sans défense et sans force une victime facile. Puis il est allé dîner la conscience bien tranquille.

La maman de Lecocq porte plainte.

Elle ignore qu'un commissaire ou un juge a parfaitement le droit, sous la troisième république, d'assassiner qui lui plaît pour favoriser son avancement.

JANUS

« Oui, camarades, tous nos efforts doivent aboutir à la suppression du salariat et du patronat, ainsi que le disait notre bon maître Karl Marx. Et, pour cela, nous devons nous appuyer sur les syndicats pour le contrôle de la production, et sur les coopératives, pour en assurer la répartition. » Ainsi doit s'exprimer, pendant la foire électorale, Louis Noguères, avocat à la Cour de Paris, et député S.F.I.O. de Cérét. Ce qui ne l'empêche pas d'être l'avocat-conseil de la très réactionnaire Union Syndicale Nationale des voyageurs et représentants, ennemie jurée de la C.G.T. et des coopératives.

DANS LES COLONIES

Le front populaire à l'œuvre

Sous la signature de Finidori, la *Revue du prolétariat* publie, dans son numéro du 25 juin, une belle étude sur la situation des Nord-Africains.

Les gouvernements de Front populaire sous le prétexte de maintenir l'ordre (l'ordre des colons) ont lâchement réduit à la misère et assassiné les indigènes Nord-Africains qui avaient la prétention de réclamer, eux aussi, une parcelle de Paix et de Liberté. Misère, répression, assassinat, qu'on en juge : A Nabeul, un maître de français — particulièrement bien noté — est menacé d'être traduit en conseil de discipline pour avoir donné des conférences à caractère idéologique ou historique, comme par exemple : « Qu'est-ce qu'une Constitution ? » ou « Le pacte fondamental et la Constitution de 1807 ».

A Tunis, le professeur Belhouane ne peut faire une conférence sur le sujet : « Part de la jeunesse dans l'activité ».

Des professeurs, des magistrats, des rédacteurs, des agents de toutes catégories font l'objet de rapports intéressés de la police et des sanctions les plus imméritées de la part de leurs chefs.

A Zarg, dans le Sud Tunisien, l'autorité militaire, du lieu, a fait arrêter et emprisonner, comme c'est l'habitude, ce qui reste de soupe des soldats (les Tirailleurs Tunisiens), la jette et l'enfouit dans le sol ; jusqu'à la paille, dont, pour priver les bêtes, nos braves officiers font des feux de joie !

Les sans-travail sont condamnés à mourir de faim. Fuyant les camps de concentration, les Français ont été employés des malheureux sont venus avec leur famille chercher un refuge à Tunis, dans l'espoir d'avoir quelque chose à manger, sinon en travaillant, au moins en mendiant. Ils sont refoulés de la périphérie de la ville où ils s'étaient installés dans des abris infects, on les renvoie dans leur pays d'origine... où ils sont condamnés à mourir de faim.

Mussolini ne doit pas faire mieux en Abyssinie.

LA PRESSE AUX ORDRES

Devant cette pénible misère, les déportations, les condamnations et les fusillades sans nombre l'on pouvait attendre de la presse française, celle de gauche bien entendu, qu'elle proteste et élève sa voix. Illusions : bien au contraire, cette presse aux ordres fait silence et condamne les Nord-Africains sous le prétexte qu'ils luttent contre la France, pour Mussolini.

Où va l'antifascisme ? Avec raison, Finidori pose la question et demande pourquoi les gouvernements de Front populaire n'ont pas lutté contre le fascisme tunisien et algérien mais l'ont bien tranquillement laissé faire ses petites affaires.

Les fascistes italiens font tout ce qu'ils veulent en Tunisie sans être le moins du monde inquiétés.

On ne fait rien contre l'O.V.R.A., cette police politique secrète italienne qui traque les réfugiés.

Rien pour la suppression des « dopolavoro », qui sont de véritables foyers du fascisme.

Rien contre le parti des insignes, les défilés des baillillas, etc.

Il faut féliciter la « R. P. » et Finidori de nous avoir donné cette intéressante étude. Beaucoup de militants pourront en tirer profit pour eux-mêmes et pour la propagande.

A L'AMERICAINE

Il n'y a pas qu'en France que les politiciens connaissent des combines pour augmenter leurs émoluments.

Ainsi en Amérique, un certain conseiller municipal de Brooklyn, Edwin S. Moran est accusé d'avoir accepté des pots de vin.

Voilà comment il les mérita. Il fit voter une loi réglementant d'une manière absolue les compagnies de taxis nouvellement constituées. Cette loi permit aux anciennes compagnies de soutenir brillamment la concurrence de leurs nouveaux collègues.

On aura facilement compris que c'est au service de ces anciennes compagnies que se trouvait l'honorable Edwin S. Moran et ce petit service lui valut la somme de un million de francs.

Comme quoi les républiques démocratiques ont aussi leurs profiteurs capitalistes nullement sympathiques que les escrocs de grande envergure qui ont pour nom Hitler et Mussolini.

METAPHORES HARDIES.

Dans l'Action Française on consacre naturellement de longues colonnes à l'élection de Maurras à l'Académie. La Revue de presse du torchon-cul royaliste reproduit entre autres un article extrait du journal

Le Maine où on lit ceci :

Maurras, ce grand serviteur de la Monarchie, qui n'a pas son pareil dans notre histoire, portera cette épée allégorique qu'un cardinal découvrit un jour dans sa plume. Elle continuera le flamboiement de l'épée brisée de Bainville.

Et voilà que l'Académie française, cerveau de la France, humiliée de sa faiblesse de 1923. Se reprend, et ouvre ses portes au sauveur de la France.

Maurras, sauveur de la France ! L'Académie, cerveau de la France ! Elle est bien bonne.

Quant à cette « épée allégorique découverte dans sa plume », voilà qui est cocasse. D'autant plus que comme chacun sait, il ne s'agit, en l'occurrence, que d'un couteau de cuisine.

En somme, comme disait M. Prud'homme : « Ce sabre est le plus beau jour de ma vie ».

BON ARYEN



La pure race aryenne n'a pas de veine. Elle vient d'essuyer une terrible défaite.

Au Libéraire nous nous moquons assez des compétitions sportives et, en particulier, de la boxe, ce sport de brutes. Pourtant le match Joë Louis-Schmeling nous a particulièrement amusés.

Schmeling avait traversé l'Océan, accompagné des vœux de tous les purs Aryens. Il partait pour faire une petite promenade, des vacances pour ainsi dire, dont il profiterait pour donner pour une leçon à ce négro qui osait se prétendre supérieur à un blanc.

Hitler avait tenu à lui envoyer ses vœux de succès. La race aryenne était bien représentée. On allait voir ce qu'on allait voir. Et le combat dura 124 secondes pendant lesquelles, avec une « science merveilleuse », le Schmeling encaissa une série de coups qui l'expédiaient pour le compte à terre. Il n'eut même pas le temps de se rendre compte de ce qu'il lui arrivait.

Quelle déchéance pour la race supérieure. Toute l'Allemagne est en deuil de l'écroulement de son champion. Les journaux nous apprennent que Joë Louis est un croisé d'Indien de noir et de blanc. Le pire, il se peut que ce sang blanc soit du sang juif : quel malheur ce serait alors pour Hitler.

Réjouissons-nous, il n'a pas fallu plus de 124 secondes à un nègre pour démontrer la stupidité de l'esprit racial. Regrettons seulement qu'Hitler n'ait pas été à la place de Schmeling.

DES CAFARDS

Le journal calotin *Choc* ne nous porte pas dans son cœur. Dans un écho intitulé : Des mufles, il nous reproche en termes véhéments de manquer de respect aux souverains anglais. Nos injures, écrit-il, sont tellement immondes « que nous rougirions de les reproduire ici. »

Choc, journal de la valetaille patriote et souteneur à parfaitement le droit de ployer le rein devant un crétin couronné. Il est même libre de vitupérer ceux qui, devant le masclard de stupidité qui déferle sur le monde prétendu civilisé, se pressent de rire de tout de peur d'être obligés d'en pleurer.

Mais où le torchon clercal va très loin, c'est lorsque, s'étonnant que nos articles ne fassent pas l'objet de poursuites judiciaires, il écrit : « Que fait-on de la loi qui interdit de mettre en cause les chefs d'Etat et souverains étrangers ? »

L'échotier de *Choc* pourrait bien s'il continue sur ce ton faire connaissance avec celui qui se cache « sous la signature prudente d'un certain M. Dubalai » (sic), lequel se chargerait l'interviewer dans la langue que les anarchistes réservent aux maîtres-chanteurs et aux mouchards.

LES BONS EDUCATEURS



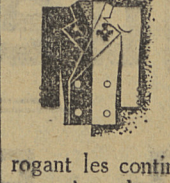
Simple fait divers. Des enfants d'un patronage se promènent en forêt de Marly sous la surveillance d'un curé. Sur une pelouse des jeux s'organisent. Quels jeux ? La petite guerre, bien entendu. Et l'abbé d'en expliquer les règles aux gamins.

C'est simple. Il y a deux camps. L'un deux défend un drapeau tricolore flamboyant. Il doit le défendre jusqu'à la dernière limite. L'autre camp doit employer toute son ardeur à s'en emparer. Et allons-y, mes enfants ! Héros en herbe, vous serez soldats un jour.

Le curé a si bien galvanisé les âmes et excité les combattants que, dans la fièvre du jeu, un gosse de douze ans, pour sauver le drapeau, saute d'un remblai et s'empale sur le fanion, dont la pointe ferrée lui a pénétré sous les côtes pour ressortir par la clavicule. Il est mort tué sur le coup.

Soyez sans crainte. Les prêtres, qui interprètent si bien les volontés de Dieu n'en déduiront pas que ce dernier ne veut pas qu'on joue à la petite guerre.

A PROPOS DE PIMENTS



Certains journaux bien pensants et bons Français s'inquiètent d'une situation « comico-tragique » créée par la brusque clôture du parlement.

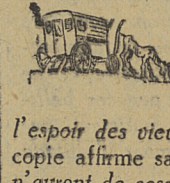
Tous les cinq ans le parlement doit voter une loi rogant le contingentement de la Légion d'honneur, à couleur de piment.

Daladier qui voulait se débarrasser des parlementaires de gauche par trop exigeants (exigences à retardement certes) lut le décret de clôture sans faire voter cette loi.

Il semble que le gouvernement soit embêté à cause de cette question, car pourrout en effet être déclarées illégales toutes les promotions de cette année.

Et avec le gouvernement se lamentent tous ceux qui auraient voulu arborer à leur revers ce piment symbole de la république française.

AMOUR FILIAL



Un échotier anonyme de l'Hanna cité, dans le numéro du 24 courant, la lettre d'un vieux félicitant les députés du P.C.F. de leur action ! en faveur de la retraite des vieux.

Puis, après avoir dit que l'espoir des vieux ne sera pas déçu, notre pisse-copie affirme sans rire que les élus du P.C.F. n'auront de cesse que lorsque la retraite permettra à nos vieux papas et vieilles mamans de connaître un peu de ce bien-être auquel une longue vie de labeur leur donne droit. Avec deux cents francs par mois (chiffre adopté en commission par les députés nacos) il sera bien minime le bien-être annoncé à l'extérieur. Chiche ! que Cachin ne saurait s'en contenter. Et cette insulte à la détresse des pauvres vieux, est-ce inconscience ou... vacherie ?

Monsieur Dubalai.

La mi-carême est reportée au mois de Juillet

Donc, le défilé triomphal du falot roitelet d'Angleterre se trouve reporté au 19 juillet. Tant pis pour ceux des porteurs de laissez-passer dûment contresignés par la Préfecture qui avaient déjà loué leurs fenêtres sur le trajet du cortège. Tant pis aussi pour les contribuables puisqu'il nous est dit que ce retard occasionnera de gros frais supplémentaires. Tant pis encore pour les gosses des écoles qui eussent bénéficié d'un jour de congé supplémentaire et qui s'en voient frustrés, la nouvelle date choisie étant déjà incluse dans la période des vacances.

Les journaux ont été plus qu'abondants sur le sujet. Après un intensif bourrage de crânes, une savante préparation d'artillerie destinée à faire se pâmer minidettes et garçons coiffeurs, tout ce que Paris compte de Français moyens et d'intelligences au-dessous de la moyenne se préparait fiévreusement à la fête. Déjà sur les boulevards, au grand détriment de la beauté et de la circulation s'élevaient des pylones de bois surmontés d'étoiles multicolores, cependant qu'autour de certaines places des monuments de carton, décors échappés des coulisses de quelque music-hall de province se dressaient en symboles du cliquant et du mauvais goût. Déjà aussi, les patrons des Uniprix et autres Samar, soucieux de participer capitalièrement à la sottise générale avaient enjoint à leur personnel de porter sur leur blouse d'uniforme une cocarde aux couleurs britanniques tandis que dans leurs monômes les étudiants, jamais en retard en matière de flagornerie et de réaction, brandissaient de petits drapeaux anglais, oubliant que ce faisant ils acclamaient la Nation contre laquelle il y a trois ans, au moment de la guerre d'Ethiopie, ils manifestaient bruyamment aux cris de « Vive le Duce ! Vive la sœur latine ! A bas notre ennemie héréditaire, l'égoïste, la perfide Albion ! »

Ainsi va le temps. Aujourd'hui que l'alliance militaire anglaise est une nécessité pour l'impérialisme français, les faiseurs d'opinion ont lancé les nouveaux mots d'ordre et la foule imbecille et soumise de reprendre en chœur au refrain et d'applaudir. Défense de parler mal du roi d'Angleterre. Pour deux petits articles parus en première page, le Libéraire a été saisi dans les kiosques la semaine dernière et des camarades qui diffusaient le journal à la criée se sont vu confisquer les exemplaires. On se croit revenus aux meilleurs jours de Badinguet et de l'Ordre moral. Voilà qui tombe à point, au moment où l'on ne parle que de la défense des libertés démocratiques !

Qu'importe ! Les malotrus de la rue des Saus-saies et les butors du quat des Orfèvres peuvent s'en donner à cœur joie contre tous ceux qui, en notre époque d'asservissement intellectuel se paient le luxe de penser librement. Les histrions de la politique de gauche peuvent bien se mêler au troupeau et hurler avec les loups. Sarraut, le tenancier de maison close à face d'anthropoïde peut bien exciter sa meute de flics sur les traces des anarchistes. Ni les uns, ni les autres ne nous empêcheront de nous faire entendre et d'alerter le prolétariat, en lui dévoilant la vérité.

Car il faudrait être bien naïf pour ne voir dans tout ce branle-bas de combat qu'est la réception du ménage George VI qu'une simple visite de politesse. Il s'agit de tout autre chose. Ce voyage correspond à celui qui fit en France aux plus beaux jours de l'alliance russe l'ignoble tsar Alexandre, à celui qui firent en Russie, quelques jours avant la déclaration de guerre, l'abject Poincaré et le répugnant Viviani. On sait la suite.

D'une façon générale, les peuples avec leur bon sens peuvent s'inspirer de cette pensée : quand rois et diplomates se font des visites et des réceptions amicales, c'est toujours mauvais signe pour les mobilisables.

Et c'est là qu'est au fond la vraie raison de cette chenillette qu'on nous organise avec nos daniels. En réplique au voyage du Führer en Italie, on veut consolider l'Entente cordiale pour l'opposer à l'axe Berlin-Rome. Il s'agit de faire naître la sympathie au cœur des foules malléables et serviles pour nos « amis » d'Outre-Manche.

Déjà les dirigeants s'entendent si bien ! Ne sont-ils point d'accord pour laisser assassiner l'Espagne ouvrière ? Ne seront-ils pas encore d'accord demain lorsqu'il faudra tenter de sauver le capitalisme agonisant par une guerre générale et mater la Révolution par un massacre complet de tous les révolutionnaires ?

Allez donc, bons gogos ! Applaudissez au défilé carnavalesque d'un souverain dégénéré. Aussi bien, même en jugeant la question sous cet angle, on voit vite. Le roi qu'on exhibe à vos regards ébaubis est incapable de se présenter décemment en public. S'il n'était point monarque par hérédité et qu'il eût à gagner sa vie, il lui serait impossible de se faire engager comme figurant dans une opérette. Lors du couronnement, il fallut couper sur l'écran le film de la cérémonie. Le jeune premier y était pitoyable. Un opérateur le prendit aux courses alors qu'il suit à la jumelle le cheval qu'il a ponté ? Son faciès révélant tout à tour l'allégresse et la consternation s'avère si ridicule que la censure en arrête la projection dans les cinémas. Piteux représentant !

Ainsi, curieux et badauds, le spectacle qu'on vous promet n'est point de choix. Les décors sont horribles, le scénario prémé et la vedette sans talent. Tout cela ne vaudra pas d'aller vous bousculer sur le parcours ni vous noyer dans la foule de flics de service à la claques qui pulluleront ce jour-là.

Les préoccupations des hommes qui veulent s'affranchir sont d'un autre ordre. Que les laïcs et les mouchards s'emparent pour acclamer le passage d'un porteur de couronne prématurément en enfance ; que des politiciens se précipitent pour recueillir de ses lèvres même le bafoillage d'un roi bégue, c'est parfaitement dans l'ordre.

Les prolétaires ont mieux à faire en préparant une humanité nouvelle et libre où les peuples se riront de ces mannequins.

Maurice DOUTREAU.

Le sang des autres

Sous ce titre éloquent le *Crapouillot* passe en revue tous ceux qui durant la dernière guerre, confortablement à l'abri, utilisèrent leur voix ou leur plume à pousser les hommes à se bien massacrer pour la plus grande gloire de la Patrie. Les Richelien, Coppée, Lavedan René Benjamin, Botrel, Lucien Boyer, Montéhus, etc., qui se distinguèrent dans l'écrit patriotard et la chanson revancharde y sont stigmatisés vigoureusement.

Le *Crapouillot* nous montre encore les dessins infâmes des Georges Scott, Abel Faivre, Poulbot et autres excitateurs rétribués.

L'ensemble constitue un document écrasant contre ces prostitués de la plume ou du crayon qui, pendant que des millions d'humains s'entre-tuaient, mettaient tout en œuvre pour que soit étouffée toute parole de paix et pour que la haine déchaînée permette l'enrichissement des magnats de la mercanté et de l'industrie lourde, dans « le sang des autres ».

De telles études, une si abondante documentation sont nécessaires pour que chacun se rende compte, rétrospectivement, de l'atmosphère qu'entretinrent durant cinq ans une meute abjecte de plumitifs chontés et pour juger avec la grossièreté des moyens employés de la puissance du bourrage des crânes.

Au moment où, après la guerre du Droit, on veut nous faire avaler une guerre de la Liberté il est heureux que des œuvres comme celles que publie le *Crapouillot* viennent donner à réfléchir à ceux qui se laissent peu à peu glisser à admettre les arguments par lesquelles on veut justifier le prochain massacre.

Que des écrivains de tout poil tournent casaque au dernier moment et passent de l'antimilitarisme le plus ardent au chauvinisme exacerbé, cela n'est pas pour nous surprendre. Il suffit aux prolétaires de se souvenir quelle a été l'attitude pendant la guerre des ceux qu'on appelle les « intellectuels » et qui s'intitulent eux-mêmes la « pensée française » pour ne plus leur accorder crédit en cette matière.

C'est le mérite du *Crapouillot* de nous le rappeler en nous montrant jusqu'à quel degré de bassesse l'« intelligence » et la « culture » (sic) ont pu descendre.

En résumé, un livre à lire et à faire lire autour de soi, en particulier à ceux qui ont le tort d'attacher quelque valeur à la parole ou au changement d'attitude de quel que littéraire en vogue.

M. D.

FAITES DES ABONNÉS
AU
« LIBERTAIRE »

Une autre bataille à gagner

La récolte

La Bataille de la Récolte, il faut la gagner à tout prix !...

Tel est le leit-motiv qui revient sans cesse dans les journaux ouvriers de l'Espagne antifasciste depuis la fin mai.

L'an dernier, les brigades militaires occasionnellement inactives, ainsi que des bandes joyeuses de garçons et de filles, avaient été utilisées. Cette main-d'œuvre improvisée gèna plus qu'elle n'aïda les paysans expérimentés.

Cette année, le bruit ayant couru que l'on aurait recours, une fois de plus, aux mêmes auxiliaires, les travailleurs des champs manifestèrent leur mécontentement.

Le gouvernement de Madrid vient de donner tous apaisements d'une part, en dénonçant les fausses nouvelles; d'autre part, en présentant un plan concret aux intéressés.

Les autorités madriléennes mettent tout leur zèle à ce que la prochaine moisson s'accomplisse dans les meilleures conditions. La main-d'œuvre disponible sera employée d'une façon méthodique et efficace.

Les organisations professionnelles de la C.N.T.-U.G.T., doivent rester en contact étroit avec les autorités des différents degrés, et veiller à ce que chacun soit mis à sa place.

L'intervention des syndicats en ce qui concerne l'économie agraire, est plus qu'ailleurs déterminante et nécessaire, car l'assiette de l'économie générale, c'est la Terre.

A Valence et dans le centre, la Fédération Régionale des Paysans et de l'Alimentation, appuyée par l'organisation correspondante de l'U.G.T., indique la voie à suivre.

Les militants, aidés par des techniciens s'occupent, et de la mise en état de la machinerie agricole qui servira à la moisson, et de l'organisation des groupes de moissonneurs.

Les syndicats agraires sont priés, par la Fédération, d'indiquer le nombre d'hommes nécessaires, les conditions que ces derniers doivent réunir, les situations pécuniaires, afin que Madrid puisse envoyer, sous la direction de professionnels, des compagnons gonflés à bloc et qui ont demandé à travailler aux champs.

Le Comité National de Coordination C.N.T.-U.G.T., a indiqué en son temps, au gouvernement, les moyens efficaces de « réaliser » la récolte.

Mais les J.S.U. (Jeunes Socialistes Unifiés) dans leur conférence provinciale, viennent de revendiquer pour elles le quasi monopole de la main-d'œuvre supplémentaire.

Le journal « C.N.T. » s'émue et écrit en substance qu'on comprend assez bien que l'enthousiasme jeunesse veuille intervenir en tout ;

Mais elle est inexpérimentée, et la moisson de la saison passée fut un enseignement suffisamment douloureux, pour que les jeunes gens, brouillons, tapageurs, soient écartés de la récolte.

Les travaux des champs si pénibles, exigent une préparation, un entraînement que la jeunesse des villes ne possède pas ; il faut pouvoir supporter la canicule.

La bataille pour la récolte est un véritable problème posé aux paysans, aux techniciens — et ce problème, il incombe au syndicalisme de le résoudre, car ce n'est pas un problème politique, mais un problème économique.

Qu'on n'entende plus parler au sujet de la récolte, ni de brigades de combattants, ni d'engagements fantaisistes, ni de clubs citadins, ni de troupes de choc !

La bataille de la moisson ne se gagne ni avec des incompétences, ni avec de l'inconscience. Dans son numéro du 8 juin 1938, le journal « C. N. T. » publie d'importantes dispositions du gouverneur civil de Madrid, José Gomez Osorio, au sujet de la prochaine récolte.

Osorio rappelle que le gouvernement de la République est disposé à fournir aux paysans tout ce dont ils auront besoin, tant en main-d'œuvre qu'en machines et argent, car le gouvernement est convaincu que la victoire du peuple espagnol ne sera pas obtenue par les seules armes, mais aussi par la résolution des différents problèmes économiques de l'arrière. Toutes les compétences, toutes les organisations politiques et syndicales seront mises à contribution dans une ambiance

de parfaite union, pour mener à bien la récolte.

Les dispositions suivantes du gouverneur Osorio entrent en vigueur dans la province de Madrid, à compter du 8 juin 1938.

1° Tout ce qui touche la récolte relèvera de la compétence unique et exclusive des autorités militaires et civiles, de la direction de l'ingénieur en chef de la Section agronomique provinciale, chef du Service de la Récolte.

2° La récolte doit être effectuée par des paysans et non par des personnes étrangères aux choses des champs.

Les équipes d'auxiliaires seront organisées par l'ingénieur en chef de la Section agronomique, de concert avec l'autorité militaire ou avec moi (Osorio, gouverneur civil de Madrid).

3° Le gouverneur adresse un appel aux paysans réfugiés à Madrid par suite de l'invasion fasciste. Ils pourront se présenter aux bureaux de la Section agronomique, trois jours après la publication de cet « ordre » et les jours suivants, rue Sagasta n° 27, de 10 h. à 14 h., et de 5 h. à 8 h. du soir.

4° Les présidents des Conseils municipaux de la province se mettront directement en rapport, pour tout ce qui est relatif à la moisson, avec l'ingénieur en chef de la Section agronomique. Celui-ci, aidé par le Service de la Récolte et, s'il le juge opportun, par les partis politiques et les organisations syndicales, soumettra à ma décision (Osorio, gouverneur), toutes les questions qui se présenteront.

Le rôle du syndicalisme dans ces dispositions du gouverneur, nous apparaît assez réduit. Le journal « C.N.T. » semble s'en être partiellement inquiété dans un article intitulé : Attention, paysans ! Contrôle de la récolte ! (C.N.T. du 10-6-1938).

Il importe que la production des petits propriétaires (ils ne pratiquent pas l'exploitation de l'homme par l'homme) passe de mains loyales en d'autres, sérieuses et responsables. Sinon il n'y aura pas possibilité de combattre la spéculation, car le petit propriétaire, à travers des intermédiaires, peut se transformer en spéculateur.

Aussi faut-il que le gouvernement ait le contrôle de la production totale de l'Espagne loyale. Mais il doit recourir aux organisations syndicales, non pas tant à cause de leur capacité économique, mais parce que seules elles possèdent les éléments du problème.

Les organisations syndicales, en dehors des idéologies et des aspirations diverses, peuvent renseigner le gouvernement sur la quantité et la valeur de la production, sur les lieux où sont emmagasinés et conservés les produits, etc., ce qui revient à dire que le gouvernement pourra distribuer avec méthode et compétence, la production en prenant opportunément toutes dispositions utiles.

La Récolte est sacrée quand elle doit revenir intégralement au peuple sur pied de guerre, et c'est parce qu'aujourd'hui la Récolte est sacrée que les syndicalistes de la C.N.T. font part au gouvernement de leurs préoccupations, lesquelles tendent à créer un contrôle gouvernemental sur toute la production du territoire antifasciste, avec l'appui efficace, sûr et responsable des organisations ouvrières.

Le journal « Campo Libre » indique la ligne de conduite à suivre pour la proche moisson et pour les récoltes futures.

Dans les collectivités, vu le manque de bras, adhérents et responsables doivent apporter tous leurs soins à ce que la récolte soit effectuée dans les meilleures conditions possibles.

Pour cela, il importe de faire un recensement de toutes les machines et de tous les instruments de travail dont disposent les collectivités.

Il faut les mettre en état de servir utilement... Si les collectivités manquent d'outillage, elles devront s'adresser à leur Fédération syndicale interlocaux pour se procurer à temps.

Si une machine ne peut être mise en état de marche par le personnel intéressé, celui-ci doit faire appel aux mécaniciens de la Fédération.

Pour les semailles prochaines, la Fédération Régionale, soucieuse du rendement des terres

cultivées, soucieuse de la peine des paysans, a lancé une circulaire dont voici en gros la teneur :

1° Renseignements à fournir sur l'étendue des champs que les paysans comptent enssemencer prochainement. Indication de la nature des semences.

2° Faire connaître les superficies actuellement enssemencées et la nature de l'ensemencement.

3° Indication des classes ou variétés des semences.

4° Description des terrains — insister sur leur qualité.

5° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

6° Faire connaître la quantité de produits que les intéressés pensent recueillir.

La question agraire est plus que jamais la préoccupation primordiale du peuple espagnol. On comprend toute la portée du mot d'ordre de « Campo Libre » : « La batalla de la recolección hay que ganarla a siempre. » (la bataille de la récolte, il faut toujours la gagner).

LAG.

ERRATUM. — Dans notre article sur la collectivité de Piedras Menexas, au sujet de la distance qui sépare les fermes, il faut lire 13 kms et non 13 heures.

Comité National Paysan de Coordination

(U.G.T. — C.N.T.)

SES ATTRIBUTIONS

Il sera l'arbitre des conflits qui peuvent surgir entre les sections paysannes des deux centrales syndicales.

Les conflits locaux seront examinés par le Comité de coordination interlocaux.

Les conflits provinciaux relèveront du Comité national. Ils seront tranchés par les congrès. Pour les autres questions, le Comité de liaison revêtira uniquement un caractère de coordination.

DIVISION DU TRAVAIL

Dans tous les Comités de liaison, il y aura deux sections :

Une qui étudiera les problèmes de la guerre ;

Une autre qui s'occupera de la défense et de l'intensification de la production.

QUESTIONS DE GUERRE

a) Recrutement de volontaires ;
b) Lutte contre la 5^e colonne et les embusqués ;
c) Utilisation idoine dans l'armée des chefs qui s'engagent en série.

Quant aux dénominations concernant les embusqués, l'original en sera envoyé au gouverneur civil intéressé et une copie en sera expédiée au Comité national de coordination.

ORIENTATION ET INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION

Il importe de coordonner les points de vue des deux fédérations C. N. T.-U. G. T. sur les questions suivantes :

a) Règles à formuler pour un meilleur équipement du travail des champs.

Etant donné la rareté de main-d'œuvre, chaque syndicat ou collectivité ouvrira un registre de volontaires. Ceux-ci jouiront de primes qui leur seront payées soit en argent, soit en rations spéciales de vivres ;

b) Réalisation des travaux retardataires et de la récolte. — Constitution de commissions techniques pour la formation de groupes de travailleurs expérimentés ; pour la fixation des salaires ;

c) Lutte contre les causes qui peuvent provoquer une diminution du rendement des collectivités. — Soumettre les éléments anticollectivistes, coupables de menées dissolvantes, à la vindicte publique ;

d) Lutte contre les saboteurs du travail ou les fomentateurs d'indiscipline. — Sera proposée l'envoi aux travaux de fortifications des paresseux et des fauteurs de troubles ;

e) Gestions solidaires. — Les autorités recroqueront des notes des deux fédérations C. N. T. et U. G. T. sur le fait que les produits agricoles se dévalorisent, tandis que les produits industriels suivent une ligne continue de hausse. Il sera demandé que de nouvelles taxes des prix ne soient établies avant consultation des producteurs affiliés à l'U. G. T. et à la C. N. T.

L'Espagne ouvrière en lutte

Faisant suite à ce que nous avons déjà publié au sujet de la situation en Espagne gouvernementale, nous portons à la connaissance de nos lecteurs ces deux documents qui nous parviennent de source absolument sûre.

La F.A.I. maintient bien haut le drapeau de la liberté

A nouveau se présente avec des caractères de gravité le danger de l'invasion fasciste, qui s'étend spécialement dans la région du Levant et menace d'attaquer tous les autres fronts. Les Etats totalitaires, obligés de liquider rapidement leur criminelle aventure en Espagne, qui les épuise économiquement et militairement, se sont disposés à un effort suprême en concentrant une énorme quantité de matériel et d'hommes, chair à canon lancée, sous la pression de la terreur, à ouvrir un chemin pour la dictature coloniale d'Hitler et Mussolini.

Il y a trois mois que les combattants antifascistes d'Espagne, sortant dans leur presque totalité des rangs prolétaires, souillent la terrible pression de tout l'appareil belliqueux des deux puissances les plus militarisées d'Europe. Face à la complicité chaque fois plus évidente des gouvernements appelés démocratiques et à la passivité lamentable du prolétariat international — freiné par le réformisme militaire et politique — les travailleurs espagnols, convertis en audacieux combattants, soutiennent à eux seuls le poids total de toute l'agressivité fasciste. Et non seulement ils doivent faire face à un ennemi formidablement armé, qui compte avec d'énormes ressources de toute nature, mais ils doivent encore dominer l'incapacité et même la trahison de ceux qui dirigent de certaines sphères le développement de la lutte.

La tragédie vécue par le peuple espagnol, dans ces instants, est doublement intense, par les circonstances signalées. Jamais aucun peuple eut à faire face à tant d'ennemis, intérieurs et extérieurs ; jamais il y eut la nécessité de déployer tant d'énergies

pour la défense du droit à l'existence et à la liberté. Cependant, malgré les terribles circonstances qui nous entourent, le courage de nos combattants ne décline pas le moins du monde. Pied à pied, ils défendent la terre devant l'invasion brutale. L'immense majorité d'entre eux, c'est-à-dire des militants prolétaires, sont disposés à arriver aux plus extrêmes sacrifices avant de permettre le triomphe du fascisme.

La F.A.I., comme tout le mouvement libertaire, encourage de toutes ses forces cette formidable action de résistance des combattants antifascistes. Chaque jour, il devient plus clair et évident que c'est cette volonté de lutte qui anime le prolétariat révolutionnaire, le facteur décisif de la résistance. C'est elle l'unique force qui a empêché les faux-pas des éléments « tièdes », des spéculateurs de la politique, de tous ceux qui, malgré qu'ils se soient intégrés au bloc antifasciste, tiennent compte avant tout de leurs propres intérêts de classe ou de parti. Face à eux et contre eux, s'il est nécessaire, la F.A.I. maintient le drapeau de la lutte jusqu'au bout, contre le fascisme envahisseur, contre la réaction de quelque couleur qu'elle soit, contre toute tentative de se moquer des aspirations du peuple espagnol.

Camarades de l'étranger :

Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de votre aide. Il en est encore temps. Il est nécessaire que vous fassiez pression sur vos gouvernements pour qu'ils s'efforcent de l'Espagne antifasciste de disposer des moyens nécessaires à notre défense. La solidarité à notre cause doit devenir effective, dans toutes les formes et par tous les procédés possibles. Nous vous assurons, avec la garantie de deux années de lutte, que nous nous maintiendrons à notre poste jusqu'au bout, maintenant très haut le drapeau de la liberté et de la justice sociale.

La politique d'absorption continue à faire des ravages dans les rangs antifascistes

Malgré les difficiles circonstances dans lesquelles se déroule notre lutte, et malgré les constantes déclarations d'unité antifasciste, certains secteurs politiques et en particulier, le Parti Communiste, continuent à réaliser leur travail négatif d'absorption, spéculant sur les nécessités de la guerre et faisant leur possible en toutes circonstances pour s'emparer de la majeure partie des commandements militaires et des postes de direction, en général.

Ceci n'est pas une nouveauté pour ceux qui connaissent la tragédie de notre guerre. Au cours de toutes ses étapes, il fallut vaincre les conséquences de cette envie de dominer qui enleva beaucoup d'efficacité à nos combattants, malgré tout le déploiement d'héroïsme dont ils ont toujours fait preuve, spécialement ceux qui sont sortis des organisations libertaires. Nous pouvions espérer qu'après la tragique leçon que signifie l'effondrement du Front d'Aragon, dû en grande partie à la politique de chapelles devenue une norme de conduite dans la direction militaire, que l'on changerait les procédés, pour donner lieu à une action nette, d'accord avec ce que nous avons tant de fois proclamé quant au Front Populaire antifasciste. Cependant il n'en fut pas ainsi. L'on a continué en favorisant certains chefs pour le seul fait d'appartenir à un parti dont la contribution à la lutte est très inférieure à la proportion des postes qu'ils occupent. L'on a répété à nouveau les tragiques erreurs du favoritisme, de l'insouciance, des spéculations politiques, en toutes circonstances ; nous possédons à ce sujet d'abondants documents qui resteront comme une accusation historique

contre les coupables de toutes ces manœuvres.

Mais, ne se contentant pas d'être des profiteurs d'une situation difficile à des fins particulières, ce Parti Communiste qui donne ainsi des preuves de véritable cynisme, prétend en accuser d'autres (et qui ?) de leurs propres manœuvres surtout sur le terrain militaire. Nous avons vu ainsi dans le compte rendu de la Passivaria devant le Comité Central du Parti Communiste, compte rendu public, non vérifié par la censure, que l'on parle d'une série de « vices » due à la politique dans l'ordre militaire ; l'on dit entre autres choses :

« L'on doit mettre fin pour toujours au fait que les brigades et divisions qui sont sur un même front, ne s'aident pas respectueusement, et, par conséquent, n'arrivent pas à coordonner leurs activités. Il faut en finir d'une manière patente, avec une situation dans laquelle des rivalités politiques ou de personnes, de commandement ou de commissaires, retardent l'exécution des ordres, paralysent le haut Commandement, retardent et même empêchent d'augmenter la capacité combative et technique de l'armée ».

Précisément c'est le Parti communiste qui est à l'origine de telle situation, faisant une politique éhontée dans l'ordre militaire. Cela donne lieu à un manque de collaboration sur les fronts, dont se plaint ledit compte rendu ! Et ils ont le toupet de dénoncer publiquement de pareils défauts !

De notre côté, nous avons voulu passer sous silence beaucoup des erreurs qui, journellement que commettent dans cet ordre d'activités. Mais maintenant, nous ne pouvons que rendre publique notre protestation devant une politique de domination inqualifiable, aggravée par un cynisme sans limites.

L'amélioration de l'outillage

Il est extraordinaire de voir des économistes, des journalistes, des leaders de partis, des militants syndicaux qui tous se sont formés à une école socialiste plus ou moins marxiste, recommander comme un remède à la crise « l'amélioration de l'outillage national ».

Marx en effet, a soutenu que le perfectionnement de la technique de production impliquait le bouleversement de la société capitaliste, en provoquant l'absorption des petits patrons par les grands, la prolétarianisation de la bourgeoisie, la misère croissante du prolétariat, etc. Cette contradiction entre les formes économiques et les formes juridiques de la société devait engendrer la transformation dans un sens socialiste.

Et voilà que ses disciples directs et indirects, à l'exception d'une infime poignée, veulent au contraire stabiliser l'économie capitaliste par le développement de la technique de production ! S'ils étaient révolutionnaires, nous pourrions penser qu'ils cherchent sous ce prétexte, comme ce fut l'intention de quelques technocrates humanitaires, à augmenter les convulsions de la société capitaliste, et à précipiter sa liquidation.

Ce n'est pas le cas. Les Laurat et les Jouhaux, les Blum et les Thorez parlent le plus sérieusement du monde, dans la mesure où on peut leur attribuer ce sérieux. Ils ne croient certainement à rien de tout cela, mais ils le défendent parce que c'est avec de telles sottises qu'ils évitent de se prononcer pour les solutions révolutionnaires qui s'imposent.

Qu'attendre de la rénovation de l'outillage ? D'abord un plus grand chômage. Plus les machines sont perfectionnées, moins

la main-d'œuvre est nécessaire. Ce sont des lieux communs que les réformistes ne connaissent que trop. Et on conçoit mal comment nous pourrions redresser l'économie par l'augmentation du chômage !

C'est aux Etats-Unis que le standard d'existence était le plus élevé, où les habitants jouissaient des plus grandes commodités, où on avait une automobile pour quatre personnes, par conséquent où la consommation des produits détenus était la plus grande. Cependant, c'est dans ce pays que la crise éclata (1). On peut donner à ce sujet toutes sortes d'explications financières, mais au fond, c'est le développement supérieur des forces de production qui l'a provoquée.

Les technocrates yankees les plus qualifiés affirmaient, il y a déjà un lustre, qu'en travaillant un an, avec les moyens de production perfectionnés de nos jours, un homme produirait autant de richesses qu'il en faudrait pour son existence.

Nous en avons une certaine preuve. Dans l'ensemble, l'outillage industriel ne marche depuis longtemps que de trente à trentecinq pour cent de son rendement. En supposant que les possibilités de consommation normales soient rétablies, l'excès de production serait tel, si tous ces moyens qui se perfectionnent sans cesse étaient à nouveau employés dans leur puissance totale, que la crise réapparaîtrait au bout d'un an ou deux, plus grave qu'actuellement.

L'amélioration de l'outillage peut jouer un certain rôle dans les nations dont l'économie dépend en grande partie de l'exportation.

(1) Même au plus fort de la Prosperity les Etats-Unis comptèrent plus d'un million de chômeurs.

tation industrielle. Celles-ci sont l'exception. Le pourcentage de la rente ainsi obtenue est en général minime. Et quand on peut citer des résultats importants, comme celui de la concurrence japonaise contre les tissus anglais, l'amélioration du machinisme ne constitue par une explication suffisante ; il faut y ajouter les terribles conditions d'existence que subit la population. L'économie nationale, comme telle, ne gagne rien dans ces cas-là. Seuls en bénéficient les capitalistes.

Du reste, il faut répéter que les bénéfices que l'on pourrait obtenir par l'exportation sont limités par le protectionnisme. Seule l'élevation continue du standard de vie dans chaque nation peut permettre d'augmenter la production par l'amélioration de l'outillage national. Et les Etats-Unis nous prouvent encore que cela est impossible. On peut faire une automobile pour quatre personnes. On ne peut pas en vendre une à chaque habitant.

Beaucoup d'idées, de plans, de projets ont été proposés pour remédier à la situation dans laquelle le monde est embourbé. Un des plans les plus intéressants fut celui de Francis Delaïsi, il y a quelques années. Il consistait à créer un organisme bancaire international pour financer l'organisation économique des pays de l'Est et du Sud-Est européen, dont les conditions d'existence, les modalités de production et de transports sont encore dans un état semi-féodal.

Cela, disait Delaïsi, permettrait la mise en marche des industries paralysées. Il faudrait fabriquer des machines, des camions, des routes, des chemins de fer. Le travail reprendrait dans les pays fournisseurs. La normalité se rétablirait.

Au fond, ce remède n'en était pas un. Le résultat serait qu'en quelques années, ces pays élevés au rang de grands producteurs jetteraient sur le marché mondial des articles à bas prix. Ils se heurteraient aux barrières douanières, et la crise s'aggraverait chez eux.

L'amélioration de l'outillage agricole est encore moins facile. Aux Etats-Unis et en Amérique du Sud, les paysans ont, pendant

les années d'abondance qui suivirent la guerre, acheté de grandes quantités de machines-outils. La crise venue, le blé, le maïs, le lin, l'avoine se payant moins cher, leurs machines n'ont servi à rien. Ils ont souvent été obligés de les mettre au hangar, et en revenir au cheval.

Car le tracteur paye quand il est employé sur de grandes étendues, quand on vend les céréales à bon prix. Mais sur de petites étendues, c'est une dépense qui n'est pas compensée, surtout dans des périodes difficiles.

Or, les étendues cultivées par le paysan moyen de France et des autres pays d'Europe sont infiniment plus petites que celles du colon ou du petit propriétaire des Etats-Unis, de l'Argentine et du Canada. Les machines-outils ne peuvent donc s'employer que dans des proportions beaucoup plus restreintes, et de plus, cela ne libérerait pas du besoin des bêtes de trait pour d'autres besoins. Sur une petite échelle de production, la machine moderne causerait plus de pertes que de bénéfices.

L'amélioration de l'outillage national est un pur sophisme. Elle ne peut pas même être entreprise. Une des caractéristiques des statistiques internationales des années qui viennent de s'écouler, c'est précisément la diminution des capitaux investis pour l'acquisition de l'outillage. On n'acquiert des machines, on n'organise ou on ne réorganise les usines que pour produire. Mais on ne produit que pour vendre. Et si la vente semble difficile ou impossible, on ne risque pas ses capitaux.

LES TRAVAUX PUBLICS

Il reste les travaux publics. Certains syndicats ouvriers les réclament à grands cris. Il faut construire des routes, des chemins de fer, des ponts, des canaux, des barrages, des centrales électriques, agrandir des ponts, prolonger des digues, édifier des maisons...

Oui, il y aurait fort à faire si l'on voulait entreprendre tous les travaux publics nécessaires. Mais cela n'est pas réalisable en période de crise.

Pour de vastes travaux comme ceux que

l'on réclame, il faut payer les ouvriers, il faut payer les matériaux, les outils et les machines. Où l'Etat prend-il l'argent ? Il le prend des impôts.

Or, tout le monde, y compris ceux qui réclament ces constructions, crie contre l'augmentation continue des contributions. Comment résoudre cette contradiction ? Les dictatures sont très portées à solutionner les crises par ce moyen. Elles le peuvent, n'étant pas freinées par l'opposition. Mussolini a fait construire un grand nombre de routes, réformer certaines villes. Primo de Rivera avait notablement amélioré les artères de l'Espagne. Mais cela n'a été possible que par une énorme aggravation de la dette de l'Etat, dont le peuple paye, en dernier ressort, les intérêts et les amortissements. Et l'importance de ces échéances nous apparaît tous les jours davantage.

Roosevelt aussi, en même temps qu'il appliquait la *Nira*, a entrepris une politique de construction. Il n'a pas résorbé le chômage. Il a perfectionné, par des travaux de canalisations et de barrage gigantesques, les moyens de cultiver le sol, et en même temps il donnait l'ordre de réduire la surface des terres enssemencées, ou de détruire une partie des récoltes ! Pendant ce temps, la dette publique a fait un bond prodigieux.

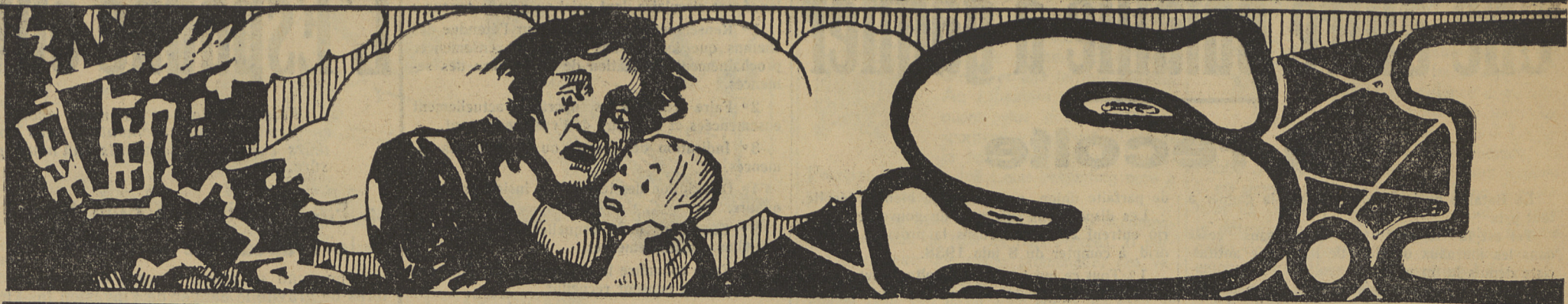
La même politique ne peut en France que donner les mêmes résultats : perfectionnement artificiel de l'outillage, car les travaux publics ne conduisent en fin de compte qu'à procurer de meilleurs moyens de production et de circulation, — pour n'en pas profiter.

Il y a bien la construction de maisons. Elle est d'autant plus nécessaire que la France est un des pays qui accusent une des mortalités les plus élevées d'Europe par son manque d'hygiène, de propreté, d'eau courante. Mais ceux qui demandent cela, sont-ils disposés à ce que l'on réduise les dizaines de milliards jetés tous les ans au gouffre de la guerre ? Non, ils ne le sont pas ! Alors, il faut crever en temps de paix de typhus et de tuberculose, ou en temps de guerre sur les champs de bataille !

MAX STEPHEN.

Sarraut fait arrêter un milicien blessé et malade qui passe en France faire quelques achats. Reynaud le fait condamner. Et la Pénitencière le laisse mourir en prison.

Et il paraît que la France officielle est l'amie de l'Espagne républicaine !!!



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II*) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

Les bourreaux

Ecoutez cette histoire. Elle est abominable, atroce.

Il ne se peut pas qu'un Hitler, qu'un Mussolini se conduisent plus sauvagement à l'égard de leurs adversaires.

Et nous sommes en République! En pays antifasciste!

On a besoin qu'on nous le dise quand on connaît le chemin douloureux que gravit, par la volonté d'un Sarraut et d'un Paul Reynaud, Bonifacio Talavera.

Jugez-en :

Talavera, qui est Espagnol, a habité la France de 1923 à 1935, époque à laquelle il fut expulsé à propos d'une bagatelle. Depuis juillet 1936, il a combattu dans les rangs des républicains. Après avoir reçu plusieurs blessures, il fut réformé en mai dernier et en-

voyé, pour y rétablir une santé chancelante, dans le petit village de Livina, en bordure de la frontière française. Sa femme et ses trois enfants l'accompagnèrent.

Talavera eut besoin d'acheter en France différents objets, entre autres du savon, introuvables de l'autre côté des Pyrénées. Il traversa donc celles-ci juste le temps de faire quelques achats. On l'arrêta et il se trouva un tribunal pour le condamner à six mois d'emprisonnement pour infraction à arrêté d'expulsion.

Il est incarcéré à Perpignan et en train de mourir en cellule. Il est atteint, en effet, d'une maladie de cœur qui nécessite de très grands soins. Déjà, il s'est évanoui plusieurs fois et ses geôliers eurent bien de la peine à le faire revenir à lui.

Notre S.I.A. grandit mais que de tâches nous attendent encore

S'il était besoin d'encouragements pour persévérer dans la tâche que S.I.A. a entreprise, la magnifique tournée d'Algérie viendrait nous les apporter. Nous pouvons être fiers : notre tournée connut une réussite laissant loin derrière elle tout ce que les autres groupements avaient pu obtenir à ce jour.

Certes, l'activité et la bonne volonté de nos camarades d'Algérie furent des éléments décisifs de succès ; pourtant, cela ne peut tout expliquer, et il faut bien constater que l'action de S.I.A. se justifie chaque jour davantage auprès des antifascistes sincères, las des gestes éhémères et partiels qu'on leur demandait jusqu'alors. Ils veulent l'organisation d'une solidarité plus large, une action désintéressée, des campagnes énergiques, courageuses et sincères. S.I.A. leur apporte tout cela.

Les antifascistes demandaient également des armes éprouvées, une argumentation solide leur permettant de mener le bon com-

qui nous tenait particulièrement à cœur : rétablir la vérité au sujet de la F.A.I. et de la C.N.T. ; faire justice des calomnies répandues sur elles, démontrer qu'elles n'avaient pas failli à leur tâche révolutionnaire. Ce devoir fraternel, nous pûmes le remplir, à Alger, à Oran, ailleurs, devant des auditoires de militants avertis. Nous sommes heureux de dire que les calomniateurs ont été confondus.

Donc, réussite partout ! Oui ! Mais que d'efforts il reste à accomplir ! La coalition contre l'Espagne antifasciste est complète ; la frontière franco-espagnole est fermée ; les assassins redoublent de fureur et d'audace. Ici, en France, l'inquisition policière fonctionne, une chasse atroce s'organise contre nos frères de langues étrangères. La marée infâme monte, menace de tout submerger.

Aide immédiate à l'Espagne ? Mais S.I.A. ne devait-elle pas tenter de faire plus pour les persé-



Un groupe d'adhérents à la S.I.A. de Sidi-Bel-Abbès.

bat, d'accomplir toute la solidarité qu'il se doit. Nous pouvons dire, sans fausse modestie, que nous les leur avons apportées.

Sans démagogie, mais aussi sans faiblesse, nous avons, devant des foules considérables, examiné le problème sous tous ses aspects ; le néant de la doctrine politique et économique du fascisme, l'immense danger qu'il représente, même pour ceux qui le préconisent, ont été démontrés irréfutablement.

De telles démonstrations sont-elles incompatibles avec notre tâche de solidarité ? Bien au contraire, et S.I.A. fut remerciée et acclamée pour avoir apporté aux militants algériens — qui sentent bien, eux, le danger pressant du fascisme — des raisons de cette valeur.

Les attaques, on le sait, ne nous furent pas épargnées ; attaques idiotes autant que malveillantes, ayant surtout pour but de faire dévier notre action, de nous obliger à entamer une lutte politique particulière, ce qui nous eût discrédités. Nous avons évité le piège et sommes restés nous-mêmes : au lieu de nous lancer dans de stériles bagarres, criminelles en ces temps tragiques, nous avons proclamé la nécessité de l'unité d'action des antifascistes. Notre ligne de conduite fut la bonne, car nous eûmes le réconfort d'entendre acclamer S.I.A. par des camarades de tous les secteurs de gauche ; à l'exception, évidemment, de celui que nous connaissons bien...

Cet ensemble de faits, la haute tenue de nos manifestations ont apporté à S.I.A. un prestige considérable. Un mouvement S.I.A. existe en Algérie et nous avons pu suffisamment apprécier l'intelligent dévouement de nos amis algériens pour être certain que ce mouvement s'étendra, que ce prestige augmentera. Il était une tâche de solidarité

Iniquité absurde

La notion du juste et de l'injuste s'est beaucoup affaiblie dans l'esprit des hommes de ce temps ; mais il existe une espèce d'iniquité, dont je m'étonne que les Français s'accoutument : c'est l'iniquité absurde, celle qui témoigne d'un état de déraison.

Expulser de France un homme qui ne peut aller nulle part, à qui l'accès de sa propre patrie est interdit sous peine de mort, c'est pécher doublement contre la justice et contre la raison. Que cette espèce d'êtres humains que le progrès a fait apparaître à la surface du monde moderne, les apatrides, soient chassés d'un pays d'où ils n'ont aucune possibilité de sortir, il y a là de quoi arrêter sur les lèvres des anges cette promesse aux hommes de bonne volonté que toutes ces nuits-ci nous avons entendue.

François MAURIAC.
Membre de l'Académie Française.

Nos militants parlent... ...après avoir agi

Nous voudrions pouvoir publier souvent la rubrique de nos lettres, tellement celles-ci sont significatives. En effet, par leur lecture on se rend compte de la vie de notre S.I.A. ; on s'aperçoit que nous n'exagérons point lorsque nous parlons du développement toujours plus grand de notre organisation. Malheureusement la place nous manque souvent ; aussi est-ce pour nous une raison de plus de désirer un journal S.I.A. Dites donc, camarades des sections, si vous nous donniez votre avis à ce propos.

Du camarade Sotello, région lyonnaise : Nous vous félicitons de l'intense campagne que vous avez commencée au nom de la S.I.A. pour l'abrogation des nouvelles lois scélérates. Nous vous encourageons à poursuivre, vous promettant de faire ici dans le même sens tout ce que nous pourrions.

Du camarade Bezombes, de Carcassonne :

Veillez m'envoyer 100 cartes de la S.I.A. par le prochain courrier. Je vous enverrai 500 fr. à la fin du mois. La section de Carcassonne remercie tous les camarades, y compris les avocats qui ont pris part au grand meeting organisé contre les décrets-lois ; elle compte sur les efforts de la S.I.A. pour les faire disparaître.

Du camarade Guiraud, de Mazamet : Le camarade Mora ayant fini de placer les dix dernières cartes, faites-m'en parvenir des nouvelles au plus tôt.

Du camarade Casier, de Narbonne : Je vous expédie la somme de 216 francs dont voici le détail : 100 inscriptions, 20 cartes, 42 timbres. Je vous prie de bien vouloir, vu les demandes de cartes et de timbres, car les dernières affiches ont produit un très bon effet, de m'expédier 1.000 timbres et 100 cartes.

Du camarade Lecomte, de St-Gaudens : Je vous enverrai 1.000 fr. un de ces jours. Je ne vous dis pas ce que ça représente de boulot, une pareille collecte dans ce coin où tous sont fascistes. Adressez-moi vite 10 ou 15 feuilles de souscription.

Des camarades Bonnel et Galet de Lille : Nous envisageons l'impression d'affiches demi-colombier pour Lille. Je vous en ferai parvenir un exemplaire, ainsi que du tract que nous venons d'éditer. Nous avons l'intention également d'organiser une réunion publique. Nous espérons que bientôt vous envisagerez une tournée de conférences dans le Nord.

Du camarade Cerdas, de Roquemaure (Gard) : Le Comité antifasciste de Roquemaure voulant créer une section S.I.A., je viens par cette lettre vous demander de m'envoyer 80 cartes d'adhérents. Et j'ai l'espoir de vous en réclamer d'autres bientôt.

Du camarade Macé, instituteur à Lohuez (Côtes-du-Nord) :

Je vous adresse un mandat de 160 francs en règlement de 40 cartes, 60 timbres, etc. Pendant les grandes vacances j'espère vous passer une nouvelle commande et intensifier, dans mon petit coin de campagne, l'œuvre de solidarité.

De la camarade Emilie Rabe, de Béziers :

J'ai envoyé hier la somme de 300 francs pour paiement de cartes et de timbres. Ça fait donc 100 cartes et 500 timbres que j'ai pu placer. Mais, ici, d'autres camarades ont fait de même. Toutefois ça ralentit un peu.

Du camarade Soulié, de Carrières-sur-Seine :

Vous allez recevoir la somme de 80 fr. pour règlement du deuxième envoi de matériel. Voulez-vous avoir l'obligeance de me faire parvenir 50 timbres à 1 fr. et 10 à 5 fr.

Du camarade Burtin, à Troyes :

Je vous adresse à ce jour la somme de 528 francs en règlement de 50 cartes et 200 timbres que vous m'avez fait tenir en mars, et comprenant le montant de plusieurs listes de souscription.

Du camarade Prin, de Rezé :

J'ai le plaisir de vous envoyer cette fois-ci la somme de 463 francs pour le montant de deux listes de souscription, le reste représente la vente de cartes, timbres et insignes. Nous avons beaucoup de peine à récolter cet argent car il faut vaincre l'indifférence toujours croissante des ouvriers ; pourtant nos camarades espagnols n'ont jamais eu tant besoin de notre solidarité. Nous ne sommes pas nombreux, mais nous continuons à faire d'excellent travail. Il faudrait nous renvoyer des brochures, des insignes et des timbres.

Du camarade Forcé, de Noisy-le-Grand :

Nous avons un peu négligé la S.I.A. ; dans notre coin, nous avions d'autres activités. Mais nous allons nous rattraper et vous faire ici une forte section. Adressez-moi des cartes et des timbres.

Du camarade Bouloungne, de Matbeuge :

Je vous envoie ce jour au complet courant 596 fr. pour régler listes de souscription, cartes et timbres. Nous avons bien fait coller les dernières grandes affiches dans la ville et ses environs.

Du camarade Jardy, de Joux-les-Tours :

Je vous envoie la somme de 70 fr., montant de 60 timbres pour le mois de mai et de 5 cartes. Envoyez-moi 10 nouvelles cartes car j'ai l'intention de faire un nouvel appel en faveur de la S.I.A. lors d'une prochaine réunion.

Du camarade Chotard, de Nantes :

Une section est formée à Nantes et nous avons nommé deux bons copains comme secrétaire et trésorier. Quant à la deuxième section, celle de Rezé, vous pourrez vous adresser en toute confiance au camarade Prin, que vous connaissez déjà. Une troisième section dans la banlieue de Nantes (secteur de Saint-Joseph) est en formation. Pour le matériel nous vous demandons de nous envoyer une nouvelle série de cartes et de timbres.

Du camarade Pazel, Cannes :

Nous vous faisons parvenir, comme chaque mois, le montant des sommes reçues pour notre S.I.A. Ce mois-ci nous n'avons rien d'extraordinaire à vous communiquer ; notre recrutement suit son cours doucement, mais sûrement.

Des camarades Pascal, Marseille :

Nous vous expédions un mandat de 567 fr. qui se répartit ainsi : 367 fr. pour deux listes de souscription et 200 fr. pour des cartes. Notre section vient d'éditer un tract pour le droit d'asile. Car ici la chasse aux étrangers bat son plein.

Du camarade Pedro Gil, de Nérac :

Nous voulons former une section de S.I.A. dans notre localité et nous vous demandons de nous envoyer tout le matériel de propagande : des cartes, des timbres, des listes de souscription, des papillons et des brochures.

Condamnations odieuses et stupides

On se souvient que pour répondre à des provocations fascistes, nos camarades d'Almargues avaient été dans la nécessité de contre-manifester publiquement dans les rues de la localité. La force publique étant intervenue, plusieurs contre-manifestants furent arrêtés, puis relâchés aussitôt, mais poursuivis quand même.

Ils viennent d'être traduits en correctionnelle et condamnés sévèrement si l'on tient compte du motif futile de l'inculpation. Joseph Chatellier à 2 mois de prison, Deschamps-Vaillant, Mary Marcelin, Julien Rogatti, François Rogatti à 15 jours.

Les condamnés, tous adhérents à la S.I.A., nous avisent qu'ils font appel. Ils veulent voir si on osera leur appliquer en définitive une condamnation que nous qualifions d'odieuse, et qui n'est déshonorante que pour le régime dit républicain.

Une bonne idée

En nous adressant le compte rendu ci-dessous de réunion les camarades de Tremblay-les-Gonesses nous ont fait parvenir qu'ils envoient au ministre de l'Intérieur Sarraut l'ordre du jour adopté. Ils croient qu'il serait bon que toutes nos sections en fassent autant, et les invitent, en conséquence, à les imiter.

La section de Tremblay-les-Gonesses organisait samedi 18 juin une réunion publique pour faire connaître aux travailleurs de cette localité ce qu'est la S.I.A. La salle était pleine lorsque le secrétaire ouvrit la séance. Puis notre camarade Vignier indiqua l'œuvre de la S.I.A. Ensuite un camarade de la région de manda à ce que les travailleurs passent à l'action pour aider l'Espagne. Notre camarade Gourdin qui remplace Douteau empêché expose la situation internationale créée par le fascisme et démontre que depuis 1917 la lutte des antifascistes espagnols est la première réaction ouvrière sérieuse contre l'impérialisme. La réunion est terminée après un vibrant appel en faveur de notre Espagne et du droit

Le mot étranger n'a aucune signification

Mes chers Camarades,

Ayant promis depuis plusieurs semaines, de faire, le vendredi 9, une conférence en province, j'ai regretté bien vivement de ne pouvoir être des vôtres au meeting du 10 juin.

Je désire, en tout cas, exprimer mon adhésion aux thèses unissant ou rapprochant les orateurs de ce meeting.

Moi aussi je suis indigné contre l'abominable xénophobie qui se développe en notre peuple, et qu'exprime l'odieuse décret-loi sur les étrangers. Pour moi, comme pour mon maître Jaurès, le mot d'étranger n'a aucune signification...

Je pense que tous les esprits libres doivent refuser de s'incliner devant le décret-loi infâme. Si quelque réfugié politique nous demande aide directe ou indirecte, nous ne lui demanderons pas ses papiers avant de le secourir.

Nous ne trahirons pas le plus antique idéal, celui de l'humaine fraternité.

Félicien CHALLAYE.

UN NOUVEAU FILM

Camarades,

La S.I.A. espagnole vient de tourner — en accord avec la C.N.T. et avec son aide — un film intitulé « Réveil en Espagne ». C'est le meilleur film qui ait été fait en Espagne. Il est impeccable à tous points de vue. Il servira la propagande de notre S.I.A. en même temps qu'il montrera sous son vrai jour la lutte des antifascistes espagnols et le sens social de celle-ci.

Il faut donc, camarades, que vous assistiez à son déroulement ; que les foules françaises le voient également. Nous nous le sommes procuré à cette intention.

Nous allons organiser de

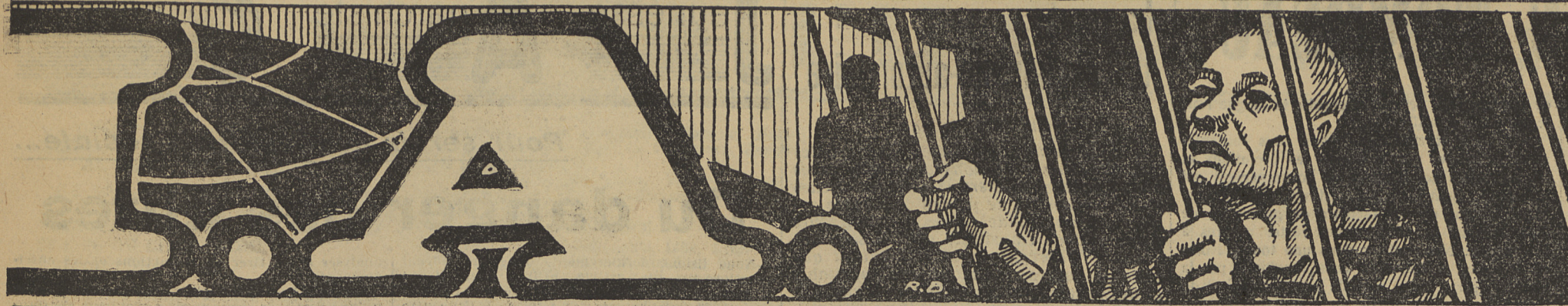
LA SECTION FRANÇAISE DE LA S.I.A.
— LA FEDERATION DES COMITES
ESPAGNOLS D'ACTION ANTIFAS-
CISTE.

NOTA. — Prière d'adresser les réponses au secrétariat de la Fédération des comités espagnols d'action antifas-

vastes tournées de propagande à l'aide de ce film et de plusieurs conférenciers, qui, en espagnol et en français, expliqueront ce que sont nos organisations, ce qu'elles accomplissent actuellement et ce qu'elles envisagent pour l'avenir.

Les premières tournées commencent dès le début de juillet par le Midi de la France. Nous invitons donc les responsables des sections de la S.I.A. et ceux des comités espagnols d'action antifasciste qui se trouvent dans ce triangle : Nice, Lyon, Bordeaux, de se mettre au plus vite en rapport avec nous s'ils désirent voir passer au plus tôt ce film dans leur localité.

ciste, 16, Bd. des Albères, Perpignan, (Pyrénées-Orientales). Nous nous efforcerons de donner satisfaction à tous.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

Carta de un miliciano del frente del centro

Estimados camaradas :
Hace meses que pensaba enviaros estas líneas. No lo he hecho por no ser tachado de pedante. Pero al fin me he decidido, pudo más en mí el deseo de felicitaros por vuestra obra, que todo lo demás.

Yo soy de los que creen que cuando se hace algo útil, es preciso decirlo, para alentar a quienes lo hacen, a fin de que no se sientan solos, aislados o incomprendidos en su labor.

Aquí, en el frente del Centro, somos muchos los que pensamos así.

Compañeros organizadores de S.I.A., debéis continuar en la brecha, vuestro celo y vuestro sacrificio no caen en el vacío. No sé si os dáis cuenta de lo que representa vuestra organización-dirección nuestra mejor dicho.

Nuestra querida organización como su nombre lo dice, es solidaridad internacional, sin límites, sin prejuicios de raza o ideología. Pensamos que habéis hecho muy bien compañeros, al buscar fuera de nuestro ambiente el elemento capaz de realizar tal labor y de sostener con responsabilidad una institución como ésta. Lo contrario hubiera sido un fracaso.

Gracias a la elasticidad que le habéis dado, podemos hoy, y desde hace ya muchos meses, disfrutar en los frentes, no solamente de alimentos variados y seleccionados, sino también de una confianza muy grande, de un optimismo enorme, que nos trasmite a cada vez, un nuevo paquete de S. I. A. ¡Este paquete, nos dice tantas cosas, aunque no habla! Nos trae tantas esperanzas, y tantas ilusiones, que de por sí sólo basta para darnos valor en el combate y en la resistencia.

Para nosotros no significa gran cosa el estar separados del Norte,

ni el que se nos combata por los cuatro costados, es indudable que hubiéramos preferido lo contrario, pero mientras S.I.A. pueda continuar su trabajo, mientras esta fuente de riqueza moral y material que se llama Solidaridad Internacional Antifascista no se agota, nosotros tenemos la esperanza de vencer aunque sea tarde.

No ignoramos que es bastante difícil, que será incluso duro, pero esto no quiere decir que sea imposible. Cuando un pueblo entero busca su camino, con la tenacidad que nosotros poseemos; cuando un pueblo sabe forjarse por sí mismo sus destinos, nada es imposible para él, aunque miles de obstáculos se le opongan y que el camino a recorrer sea muy tortuoso. A la larga obtendrá lo que busca.

No obstante, ello será más o menos fácil, cuanto más podamos ser ayudados desde el exterior.

Y ¿Quién, sino la S.I.A. puede prestarnos su concurso? ¿Quién sino ella puede ayudarnos a vencer?

Es y será la solidaridad internacional antifascista, la que puede hacer el milagro, la que lo hará, no lo dudamos.

Por lo tanto, camaradas, no desmayéis, nosotros comprendemos vuestro sacrificio como vosotros comprendéis el nuestro, cada cual en su puesto debe cumplir lo mejor posible su cometido. Este de ser nuestro lema, es por ello que os alentamos a continuarlo, por nosotros y por la libertad del mundo que está en juego y a todos nos interesa proteger y defender.

¡Adelante pues, compañeros, que en la ciudad como en la aldea, en la sierra como en el valle, sea la solidaridad internacional antifascista quien guíe nuestros pasos!

Francisco SEOANE.

IMITEMOS A VALENCIA

Quince mil refugiados de Castellón han sido alojados convenientemente en Valencia, que ya había recibido anteriormente, muchas familias de Madrid, de Málaga y de otras partes.

La guerra de los frentes es continuada en la retaguardia, en otra forma, no por eso menos dura ni menos persistente.

Mas si las milicias cumplen con su deber en los diversos frentes, la retaguardia también lo cumple a maravilla y lo demuestra con hechos palpables. Y no es solamente en los trabajos de la fabricación de material bélico en lo que ella se ocupa.

Son las colonias infantiles para niños refugiados y huérfanos que establece en las zonas de menor peligro. Es la acogida amable y consciente que facilita a todos los que huyen de los horrores de la guerra. Es la organización de refugios, de asilos para ancianos, de hospitales para heridos y para el pueblo, son las escuelas para niños y adultos, y en fin la reconstrucción y organización, de toda la vida económica-social que se levanta tras las trincheras entre el fragor de la metralla y el tronar del cañón.

Cuando Madrid sufrió los más grandes ataques, se demostró prácticamente la moral y el espíritu de sus habitantes. — ¡Que lo destruyan, levantaremos un New York! — dijeron. Esta es la frase que está en todos los labios, no sólo en Madrid sino en todo el territorio leal.

Es esta voluntad, este espíritu grande y voluntarioso que hace vibrar a todos los españoles en esta lucha heroica.

Imitemos pues, imitemos a Valencia, que aunque sobrecargada de población no teme dar albergue a quince mil refugiados más, y que seguramente no serán los únicos que acuden a sus puertas. Valencia no piensa en el sacrificio que le cuesta, lo hace. No piensa que se está desahagando, continúa día a día dando su sangre para aliviar a los que sufren.

¡Seámos como ella, dignos de llamarnos solidarios!

Los Hunos Vinieron Madre

Los Hunos vinieron madre, como fieras desmandas
Por el olor de la sangre acicateadas,
Y devoran a su paso lo que más humano hallan,
Y ollan nuestro suelo madre, con sus cascos acerados,
Y ultrajan nuestras mujeres y matan nuestros hermanos.

Es nuestra España, madre, nuestro hogar y nuestros lares,
Que diez siglos retroceden para hundirse en las tinieblas,
Para habitar las cavernas que el verdugo le prepara.
Ya no existe la cultura, la higiene fue relegada,
La ignorancia halló su hogar entre la tartaria bárbara
Que antes la Galia arrasara.

Diez siglos retrocedemos si no echamos las hordas
De nuestra tierra querida, de nuestra España amada.
¡Otra Santa Genoveva ha de levantarse en armas,
Para alejarnos madre, la bestia desenfrenada!

Y han de levantarse todos : pueblos, campos y ciudades,
Los del Norte y los del Sur, los del Este y del Oeste,
En los nuevos campos catalánicos de nuestra querida España,
Han de vencer a los bárbaros para que la vida renazca!

Para que vuelva a crecer la simiente en nuestro suelo,
Para que podamos madre, de frente mirar la vida,
Para que podamos todos darnos las manos, un día,
Y exclamar alto, muy alto ¡SOMOS LIBRES, MADRE MIA!

MARCEDES CASTRO.

LA SOLIDARIDAD DE LOS OBREROS DEL MUNDO

Debemos estimularla y facilitarla para mantener viva la cordialidad de su colaboración

Esta nota que entresacamos de Solidaridad Obrera del 17 del corriente, nos demuestra que la ayuda que se envía a los republicanos españoles continúa siendo obstaculizada y esto no debe ser.

Nos agrada sobremanera la posición que nuestros compañeros toman al respecto.

S.I.A. debe poder enviar sus paquetes libremente y S.I.A. de España debe ser libre de recibirlos y distribuirlos sin trabas.

A pesar de las múltiples dificultades que por razones de política general, tienen que vencer los obreros de los demás países de Europa y de América, el aliento de las multitudes proletarias llega hasta nosotros a través de manifestaciones diversas, una de las cuales es el envío continuo de prendas y, sobre todo, viveres destinados a la España leal.

El hecho de que la ayuda internacional obrera no tenga la eficacia que nosotros deseáramos, no hace menos estimable esa otra ayuda con la que diariamente nos recuerdan su simpatía y nos testimonian su solidaridad.

Por eso debemos, no sólo agradecerla, sino facilitarla, suprimiendo a la entrada de sus remesas, trámites enojosos y dificultades que las entorpecen y que se alargan o se acortan según el color político de los remitentes y de los destinatarios.

Para nosotros, no hay ni debe haber más que antifascistas. Los obreros que nos envían viveres,

sean de donde sean y pertenezcan al sector que pertenecieren, son enemigos del fascismo. Y los obreros, los partidos y las organizaciones que los reciben, son, aquí, hombres y entidades que todo lo han puesto a contribución de la causa del Pueblo y de la República.

Estimulemos con las obligadas facilidades de entrada en España, los presentes de los obreros del Mundo que de nosotros se acuerdan. Y estimulemos, no precisamente por el beneficio material que nos reporta, sino porque, a través de ese beneficio, está palpitando la emoción de los camaradas de allende las fronteras y los mares, que, si hoy han de limitar su solidaridad a ese aspecto, podrán, en otro momento, extenderlo a otros en los cuales tal solidaridad, represente la eficacia máxima de su colaboración a la lucha que el proletariado español viene sosteniendo hace 23 meses contra la barbarie y las reacciones totalitarias.

Notas desde España

ANSIEDAD

Podíamos esperar que la toma de Castellón tardara más en producirse. Desgraciadamente no ha sido así. El enemigo ha concentrado por allí sus principales esfuerzos, y ha sido imposible, teniendo en cuenta las condiciones en que la lucha se realiza desde hace meses, aguantar más.

¿Cuanta rabia da ver a los fascistas extender su dominio por el Levante! La hermosa región llena de sol, los pueblos llenos de flores, las carreteras bordeadas de rosales, los naranjales, el cielo azul, el mar, los árboles frutales de todas clases... Invoco todo esto, y no sé por qué pero me duele más aun esta penetración del fascismo por allí que por las demás partes.

Me duele por el contraste. Por tanta vileza, tanta nefandad hollando tanta belleza. Involuntariamente, uno recuerda las comparaciones clásicas, de la babosa y la flor, del sapo y el arriño. Las patas fascistas en el Levante... Esto es de lo más triste.

Y no van solamente a disfrutar de las bellezas, de las riquezas naturales. Van a destruir la obra de los hombres, como lo han hecho en Aragón.

En Levante, había muchas colectividades. Las hay aún, en la parte que puede ser protegida. Esas colectividades son un modelo de organización, de hermandad, de fecondidad, de nobleza y de desprendimiento. ¿Cuántas han caído ya en las patas de los invasores? ¿Cuántas han sido destruidas en la región de Tortosa, donde daban un ejemplo al resto de Cataluña?

Hay en esta lucha un sentido trágico que sentimos más profundamente nosotros, los que luchamos por un mundo mejor. No solo avanza el fascismo, sino que destruye adelantos sociales desconocidos hasta ahora en la historia. Y uno tiembla al pensar que tal vez, si no logramos apoyo a tiempo, estos adelantos pasarán sin haber podido tener la repercusión que merecían.

Vamos perdiendo terreno. Después de una esperanza efímera con la toma de Teruel, que volvimos a perder, las cosas han tomado mal cariz. Seguimos en pie, a pesar de todo. Solos. Solos contra un mundo de enemigos encubiertos y descarados, y contra amigos fingidos, que nada hacen para ayudarnos, sino que se complacen en dejar obrir a los enemigos. Y tal

vez esta clase de traición es peor que el ataque abierto. Porque da al proletariado internacional la impresión de que se hace algo en nuestro favor, y le impide intentar una acción decisiva para el suministro de armas que necesitamos.

Pagamos nosotros. Pagan los inocentes. Pagan los hombres que sabían enseñar al mundo un camino nuevo, de paz, de fraternidad, de justicia y libertad.

Cayó Castellón. Ahora está amenazada Valencia. ¿Enderrezaremos la suerte? En las condiciones modernas de la lucha, esto no depende solamente de nosotros, sino de los que debían ayudarnos y que traicionan la causa que pretenden defender al traicionarnos.

Siquiera, si hemos de perder, que lo que se ha hecho sea recogido. Que el sacrificio de tantos hombres no sea vano. ¿Sabréis, en caso necesario, recoger como un depósito sagrado el signado de este ejemplo, para transmitirlo a las generaciones venideras?

ANTIFASCISTA.

ARMAS Y NO DISCURSOS

Los milicianos que formaban la 43 División se han visto obligados por la fuerza de las circunstancias, a dejar una posición preciosísima, que era necesario mantener a toda costa para evitar el cerco fascista a Cataluña. Las declaraciones que hizo a la prensa el teniente coronel Beltrán jefe de dicha División, son poco halagadoras para nosotros.

Los milicianos, dijo este coronel, vienen con una visión horrible de carnicería, en sus ojos. Gieramente, a juzgar por el material de guerra de que disponían, nosotros nos imaginamos y con razón justificada, que esta horrible visión no es de la matanza que han ocasionado al enemigo, mas de la que tuvieron que soportar.

La guerra no se hace con discursos, señores, ni se cargan los fusiles con pétalos de rosa.

Armas, material bélico en abundancia y bien perfeccionado es lo que se necesita para combatir. Todo lo demás es tontería, es hipocresía, es prolongar una agonía espantosa, es sacrificar millares y millares de vidas, y debemos evitarlo a todo trance.

Armas y alimentos para nuestras milicias republicanas, si de veras queremos ganar la contienda, si somos verdaderamente antifascistas y amantes de la libertad y el progreso!

Por consiguiente, menos discursos, que esto no llena los estómagos ni sirve para cargar los cañones.

Sacrifiquemósnos un coco más

Hemos perdido Castellón. La pérdida de esta posición es no solamente grave y dolorosa desde el punto de vista del territorio que los otros nos quitan, sino desde el punto de vista social.

Castellón de la Plana es capital de provincia y una ciudad de cuarenta mil habitantes. La guerra civil y la revolución la despertaron a la vida nueva, como a las demás partes de España. Republicana por tradición de un republicanismo sano, la ciudad levantina debía en esta parte del territorio hispano, dar cabida a las ideas renovadoras en terreno social, cultural y científico, y así lo hizo.

El fascismo no pudo cuajar en el espíritu oriental de esta parte del pueblo español apesar de la preparación a que había estado sometido durante cinco años de república burguesa que tanto mal ha hecho en otras partes del país.

Aunque el movimiento sindical no tenía mucha fuerza, los diferentes sectores de izquierda se pusieron pronto y fácilmente de acuerdo para llevar a cabo en la mejor forma posible la reorganización de la vida social de la ciudad y su provincia.

La evolución se produjo con rapidez del lado de las conquistas sociales tan ansiadas.

Un Comité de dirección técnica y económica fué prontamente constituido, tomando éste medidas inmediatas y precisas con el fin de asegurar el mayor orden y sincronismo posibles en la nueva sociedad. Siendo la pequeña propiedad casi únicamente la base de la vida económica de Castellón, su industria se había desmoronado muy poco.

Al organizarse la nueva economía los patronos de las fábricas y los talleres no fueron aplaudidos en el Sindicato al que recurrieron a defender su derecho a explotar al prójimo, pero se los aceptó en cambio, como trabajadores en los talleres y usinas. Aquellos, cuyas disposiciones físicas o mentales les imposibilitaban para el trabajo, y que no tenían otro medio de ganarse la vida, recibieron en la nueva sociedad un subsidio, que les permitió vivir sin preocupaciones.

« El salario familiar » que se estableció y aplicó de inmediato, puso a todas las familias en condiciones de existencia muy superiores hasta entonces. Esta medida no fué solamente una garantía de vida, sino que repercutió sobre la enseñanza. El nivel cultural de la población infantil se mejoró notablemente gracias a ella, pues las familias no tenían ya necesidad de explotar a sus hijos, para procurarse alimento.

Los niños que antes eran empleados en las faenas del campo en los talleres o en las fábricas ingresaron enseguida en las escuelas que fueron reformadas o construidas para darles cabida, y debían recibir en adelante instrucción obligatoria hasta la edad de catorce años como lo establecía el reglamento de todos los pueblos organizados en terreno leal.

La socialización de la medicina fué también encarada y realizada. A partir del 19 de julio todos los habitantes de Castellón, disponían de médico, servicios sanitarios y farmacéuticos, cosa que hasta entonces sólo tenía a su disposición quien disponía de los medios suficientes para procurárselos.

Pero uno de los mayores beneficios que obtuvo el pueblo de Castellón, fué el de la municipalización de los alquileres.

La nueva organización reconoció el derecho a poseer un techo a todo el mundo y el pequeño propietario pudo conservar su vivienda para él y su familia.

El precio estipulado por el alquiler se abonó a la Municipalidad, quien se encargó de la construcción de los inmuebles y de su conservación. El dinero recaudado reemplazó a los impuestos, y como es natural suponer, además de la supresión de los impuestos, se aseguró a los trabajadores y a todo el pueblo, viviendas

más higiénicas y más confortables. Estas reformas sociales que la Revolución puso a la disposición de todo el mundo, no se limitaron solamente a Castellón, sino que se extendieron a toda la provincia.

En lugares como Segorbe, por ejemplo, donde la Iglesia y la reacción dominaba, el movimiento cooperativista fué inmediatamente organizado y dió resultados maravillosos.

Los ancianos no tenían ya por qué inquietarse por el porvenir tan incierto para todos, pues el nuevo mecanismo social se lo aseguró sin detrimento alguno para el resto de la colectividad.

Las mujeres, solteras o viudas, con o sin hijos y los huérfanos, también tenían el presente y el porvenir asegurados gracias a la nueva economía.

Y todas estas reformas, todas estas mejoras fueron en poco tiempo, en unas horas casi, destruidas por completo por los fascistas, que han puesto de nuevo en manos del clero, de los políticos y los reaccionarios todos, la vida social y económica.

Tanto sacrificio, tanto celo desplegados por el pueblo para salir de la miseria, de la ignorancia y de la suciedad cavernarias fueron destruidos a cada vez que el Caballo de Atila puso su planta en el suelo reformado.

En pocas horas, en todos los pueblos y estos se cuentan por decenas y decenas en el Aragón y en la provincia de Castellón, los habitantes pasaron de la civilización más amplia a la negrura más acentuada de la época medioeval.

Ni los niños tendrán ya escuela, ni los ancianos hogar digno en su vejez. Ya no tendrán médico más que los que puedan pagarlo. El huérfano irá a los asilos oficiales donde los alimentos a más de ser poco abundantes, son bazofia sólo tolerada por el estómago de los canes callejeros.

La vida así como la pareja, continuará explotando a sus hijos, único medio de poder alimentarlos malamente todos los días.

Este es el paraíso que nos ofrece el régimen fascista en España.

Esio es lo que le espera al resto de la región levantina, castellana, andaluza y a todo el país, si nosotros no nos ocupamos de impedirlo.

Somos nosotros los que estamos en el exterior, quienes debemos hacerlo, quienes debemos poner todo nuestro empeño en evitar tal catastrofe.

No vayamos a creer que porque hemos dado de cuando en cuando un paquete a S. I. A., de ropas o de alimentos, ya hemos hecho todo lo necesario. Nuestro deber, nuestra tarea, empiezan solamente ahora.

A medida que el tiempo pasa, nuestro apoyo debe aumentar, porque cuanto más tiempo transcurre, nuestros milicianos y nuestra retaguardia están más desprovistos y hallan más dificultades para conseguir lo que necesitan.

Además, debemos tomarlo incluso, como un medio estratégico para combatir al enemigo.

Si nuestras milicias pueden disponer de alimentos, de ropas y de armamento abundante, que nosotros les hayamos procurado, podrán hacer frente al fascismo y a la larga vencerlo. Es cuestión de voluntad y resistencia por su parte, y estas no les faltan; es cuestión de voluntad y sacrificio consciente por la nuestra. ¡Demostremos poseerlos!

Si hacemos esto, todo no está aun perdido y en cambio, tenemos muchas probabilidades de ganarlo. ¡No desmayemos pues, ayudemos, ayudemos, que nuestro aporte es benéfico para España y para Europa, no lo olvidemos! No nos durmamos sobre los mulledos edredones. Podríamos, para desgracia nuestra, no despertarnos jamás.

Urge pues mayor sacrificio de nuestra parte, hagámoslo en bien de todos.

Avelino Mayán.

AU SEUIL DU TOMBEAU

La raison l'emportera-t-elle sur la folie collective qui s'est emparée de l'humanité et, progressivement, gagne les cerveaux les mieux équilibrés ? Nous évoluons dans un tissu de contradictions et il devient banal d'affirmer quotidiennement que la situation se complique d'heure en heure ; il semble que l'homme soit inaccessible, présentement, à toute logique et que le monde se rue au suicide, désespérément, ne trouvant pas d'autre solution pour échapper à la destruction et à la mort.

Nous vivons dans le paradoxe et le paradoxe nous tue.

Les nouvelles qui nous arrivent d'Espagne, via Londres, sont désespérantes. Le Times de samedi dernier nous informait que le gouvernement espagnol était décidé à user de représailles extérieures, si les bombardements de villes ouvertes par les avions italo-allemands ne prenaient pas fin ; il est facile de comprendre ce que cela veut dire, mais l'application de telles mesures serait si grave que nous voulons encore espérer que le peuple d'Espagne ne sera pas acculé à une si tragique extrémité. Et pourtant nous sentons petit à petit que le sol s'échappe sous nos pas ; nos convictions sont ébranlées et celles que soient les conséquences d'une attitude qui peut mettre le feu à l'Europe, nous ne nous sentons pas le courage de condamner nos amis, responsables du crime qu'on leur ferait commettre.

Car nous en sommes là, l'imbécillité politique menée depuis vingt-quatre mois a enfoncé un peuple qui se bat héroïquement contre toutes les forces conjuguées de la réaction dans un affreux dilemme : ou se laisser écraser et se livrer pieds et poings liés au massacre ; ou alors, mourir pour mourir, entraînant dans la sanglante bacchanale les nations égoïstes qui assistent lâchement à l'assassinat de millions de femmes et d'enfants.

Ah ! les « pacifistes » qui ont applaudi à cette politique de non-intervention qui devait sauver la paix, et que nous avons dénoncée dès ses origines, peuvent se féliciter du chaos dans lequel ils ont plongé l'Europe. Ils peuvent tisser des couronnes à MM. Léon Blum et Chamberlain ; elles ne seront jamais assez nombreuses pour garnir l'immense cimetière que l'on est en train de nous creuser. Bêlez, messieurs ; les moutons bêlent avant de franchir les grilles de l'abattoir. Comme carnage, ce sera le plus beau qu'ait jamais enregistré l'histoire.

Sans nous laisser absorber par un pessimisme de mauvais aloi, nous devons cependant constater que le terrible de la situation se manifeste en ce sens qu'il n'est plus temps pour les hommes d'Etat de se livrer à des spéculations diplomatiques et pour les couches sociales à analyser les causes déterminantes de la guerre qui vient. Nous sommes pris de vitesse par les événements qui nous submergent et il ne servirait à rien de dire que seule la révolution peut nous sauver de la terrible menace qui pèse sur les peuples. Il faut avoir le courage et la franchise d'avouer, aussi pénible soit cet aveu, que dans les conjonctures actuelles le prolétariat international ne fera pas la révolution, pour l'unique raison qu'à ses yeux la guerre contre l'Italie et l'Allemagne fascistes est en soi une révolution. La corruption communiste et social-démocrate a troublé l'esprit populaire à un point que maintenant la guerre se présente comme une libération éventuelle et le seul moyen de lutter contre la guerre. Le problème n'est donc plus économique, mais de caractère politique et c'est dans le cadre même de la société bourgeoise et capitaliste qu'il faut chercher sa solution si nous voulons avoir le temps

de respirer pour reprendre ensuite la longue route qui mène à la liberté.

S'il en était autrement, nous nous contenterions de traiter par le mépris les évolutions et les acrobaties des hommes de gouvernement qui président aujourd'hui aux destinées des nations. Mais ils sont un des facteurs de guerre ou de paix et nous ne pouvons pas rester neutres à leur action. Nous retirons dans une tour d'ivoire en attendant d'être, nous aussi, engloutis par la tempête, serait aussi ridicule que criminel ; du reste, nous faisons partie du grand tout et rien de ce qui touche au peuple ne doit nous être étranger.

Il n'est donc pas abusif, en ce qui nous concerne, de nous immerger dans le domaine politique et de dire que la non-intervention est une politique de guerre, quoi qu'en pensent nos « pacifistes » sincères ou non. Cette politique a fait ses preuves depuis deux ans. Les mensonges accumulés pour la légitimer ne trompent plus personne et une telle politique ne se défend plus que par de nouveaux mensonges. On ne devrait même plus avoir besoin de rappeler que Mussolini et Hitler ne cherchent nullement à cacher l'appui qu'ils apportent à Franco et ce ne sont certainement pas les jérémiades tardives de lord Halifax qui empêcheront les soldats des deux dictatures de couler les navires anglais ou de bombarder les villes ouvertes de la péninsule ibérique. Ce ne sont pas les représentations diplomatiques auprès du gouvernement de Burgos qui mettront un terme à l'assassinat massif d'une population sacrifiée, qui laisse d'attendre l'ultime secours des démocrates se livra à des extrémités tragiques pour desservir l'état qui l'étreint.

Les paroles ne sauveront plus rien maintenant, seul un geste d'énergie et de volonté des puissances démocratiques satisfaites peut encore sauver le monde du plus effroyable des cataclysmes. Le comprendra-t-on enfin ?

Il faut que l'Espagne républicaine puisse se défendre, sinon elle mettra le feu au monde. Aucun conseil de modération ne peut avoir prise sur un peuple qui, depuis deux ans, lutte héroïquement pour la vie et qui sait que le prolétariat repus des nations voisines assiste impassible à son angoissante agonie. Il faut que le peuple espagnol soit nourri de pain, de lait et d'armes, sinon il nous entraînera de gré ou de force derrière lui dans le sombre inconnu de la guerre.

Que les aveugles et les fous nous accusent de bellicisme, peu nous importe. C'est nous qui avons raison et l'histoire le prouve. La paix nous la défendons de toute la force de notre faiblesse, nous sommes prêts à tout sacrifier pour elle, mais la paix ne se construit pas sur les sables mouvants de la démagogie et avec les paroles creuses d'un sentimentalisme désest. La paix ne se conquiert pas dans un monde en armes par l'abdication de tout ce qui fut notre raison de vivre, et l'on n'étouffe pas le bruit du canon par des clameurs et des gémissements. Espérer que l'Espagne républicaine se laissera écraser sans tenter l'impossible, sans se livrer à un acte de désespoir dont nous payerons les effets, est une utopie meurtrière. C'est contre cela qu'il nous faut lutter et c'est pourquoi, malgré tout, nous dirons qu'il faut donner des armes à l'Espagne pour sauver la paix. Et ce n'est pas nous qui vivons dans le paradoxe.

Les peuples ne sont pas responsables des erreurs de leur gouvernement, écrivait Barbusse ; c'est une profonde erreur. Si demain, par notre lâcheté, nous sommes entraînés dans la guerre, c'est que nous n'aurons pas su défendre la paix en défendant l'Espagne.

J. CHAZOFF.

SAVEZ-VOUS QUE...

L'ECONOMIE JAPONAISE ET LA GUERRE NIPPO-CHINOISE

Depuis la conquête de la Mandchourie, en 1931, la situation financière du Japon n'a cessé de s'aggraver. Les importantes dépenses résultant de la préparation à une nouvelle guerre, absorbant, dès avant le conflit sino-japonais, plus de la moitié des dépenses ordinaires — et extraordinaires — de l'Etat, il est certain que le développement de l'affaire d'Extrême-Orient ne pouvait amener une amélioration à cet état de choses.

Les dépenses occasionnées par la guerre s'élevaient, pour ce qui est de l'exercice 1937-38, à 2,582 millions de yens. Le Parlement japonais décida un crédit de 4,850 millions de yens pour les dépenses de l'exercice 1938-39. Il s'agit ici uniquement des crédits relatifs à la guerre en Chine, si l'on y ajoute les dépenses ordinaires prévues, on obtient pour le présent exercice, un total de 7,718 millions de yens (exercice 1937-38 : 5,940 millions de yens.)

Des « Emprunts de déficit » étaient émis depuis 1932 par le gouvernement japonais pour boucler ses budgets. Durant l'exercice actuel, les emprunts intérieurs atteignent 8 milliards de yens, sur lesquels 5 milliards sont destinés aux dépenses de guerre. La dette publique s'élevait, à la fin de l'an dernier, à environ 12 milliards de yens. En juillet 1937, on avait révalué les réserves métalliques de la Banque Nationale du Japon ; on songe maintenant, à Tokio, à relever le plafond de la circulation fiduciaire, dans le but de dissimuler l'inflation qui réculera de ses emprunts intérieurs.

D'autre part, l'extraction des mines d'or du Japon et de Corée fut augmentée, ce qui apporta à l'empire nippon une aide pour ses achats à l'étranger, aide d'ailleurs bien insuffisante, au regard de l'exportation d'or nécessaire pour régler le déficit de la balance des paiements.

Les achats extérieurs de matières premières affectées à la consommation industrielle normale furent réduits, le premier plan étant réservé aux importations déterminées par la guerre, ce qui influença le commerce extérieur japonais, bien plus nettement que ne le fit le boycottage.

La comparaison des statistiques du commerce extérieur nippon du premier trimestre 1938 et du premier trimestre 1937 indique une atténuation du déficit de la balance commerciale.

En millions de yens :	1938	1937
Importations	624,1	1.007
Exportations	560,7	701
Déficit	54,4	306

La diminution du commerce extérieur global dépend en partie, il est vrai, du fait que les débuts de l'année 1937 se montrèrent très favorables. Si l'on considère la réduction du déficit, on doit faire entrer en ligne de compte un recul des importations beaucoup plus considérable que celui des exportations, le dit recul affectant les industries exportatrices, bases de la puissance commerciale japonaise. Les achats de coton brut pendant les trois premiers mois de l'année courante furent seulement de 73,7 millions de yens, alors qu'ils atteignaient 345 millions de yens durant le premier trimestre de 1937. Les exportations de cotonnades — poste actif le plus important de la balance commerciale japonaise qui ont assez peu souffert jusqu'ici — subirent nécessairement un très net recul.

En ce qui concerne les importations en rapport plus ou moins direct avec l'industrie des armements, les matières proviennent, pour la plus grande part, des Etats-Unis. D'après Eliot Janeway (numéro de juin du périodique américain « Asia »), le Japon équipa surtout son industrie avec des machines américaines, fabriquées avec des aciers spéciaux américains. L'Angleterre et l'Allemagne n'ont pas la possibilité de construire de semblables machines, ou seulement en de très faibles quantités. Le Japon ne peut ainsi guère s'adresser à d'autres pays que les U.S.A., à moins d'entreprendre une réorganisation complète de son industrie (branche métallurgique en particulier). L'empire japonais produit annuellement 5.000.000 de tonnes d'acier, mais cet acier ne convient pas pour la fabrication de machines à grande vitesse ou soumises à de fortes tensions. Cette imprévisibilité amène les Nippons à importer des Etats-Unis, non pas uniquement des machines, mais aussi les nouvelles qualités américaines d'acier, qui comportent un alliage d'aluminium, de nickel, de chrome et d'autres métaux, et sont particulièrement employées dans la construction des avions. L'aviation japonaise dépend également des U.S.A. pour les essences spéciales nécessaires aux nouveaux moteurs américains dont elle use.

Eliot Janeway pense que tous ces produits importés d'Amérique ont, du point de vue de la qualité, une telle importance, que leur suppression entraînerait probablement la ruine de l'économie japonaise !

Tout ceci montre bien que le prolétariat américain pourrait, s'il le voulait, mettre un terme à la fabrication, au transport du matériel et des matières premières utilisées par le Japon dans son conflit avec la Chine. Mais, hélas ! il ne semble point qu'il y soit disposé !

La mort du socialisme-autoritaire

(Suite de la 1^{re} page)

« Nous sommes persuadés que, quelles que soient les conditions et circonstances dans lesquelles éclatera et sera victorieuse la Révolution, on ne pourra construire solidement un Monde nouveau qu'au cours d'une période transitoire dont il sera nécessaire d'abréger la durée autant que faire se pourra, mais qui sera inévitable et qui nécessitera l'intervention d'une Autorité forte et, peut-être même, dictatorialle. »

L'Ecole autoritaire conclut ainsi : « Vous pensez, vous, Anarchistes, que, s'étant brutalement débarrassés des Institutions qui comportent le Capitalisme et l'Etat, affranchies de toute domination politique et de toute exploitation économique, bref : devenus pleinement égaux, braves de leurs propres destinées, et brusquement libérés à elles-mêmes, les masses travailleuses seront capables, d'elles-mêmes et toutes seules, de construire le Socialisme libératoire. Nous ne le croyons pas. Vous avez foi en la puissance créatrice des masses ; pas nous. Vos illusions nous font pitié. »

« Vous êtes des utopistes, des rêveurs. Vos rêves sont d'une rare séduction ; mais ce ne sont que chimères. Nous sommes, nous, des réalistes, des prudents, des équilibrés, des raisonnables, des scientifiques. »

« Voilà ce qui nous divise et nous oppose. » Et patati... et patata. Ce que les Libertaires ont constamment riposté à ces sol-disant « scientifiques » ce que, aussi longtemps qu'ils le pourront, ils persisteront à riposter, les lecteurs du Libéraire, du Combat Syndicaliste, de Terre Libre, de la Voix libératoire, de tous les journaux anarchistes ne l'ignorent pas et je ne perdrai ni leur temps ni le mien à leur rappeler ce qu'ils n'ont point oublié ou à leur apprendre ce qu'ils savent déjà.

Ce que peut constater tout observateur de bonne foi, c'est que toutes les affirmations de ces pseudo-sages et scientifiques ont été, l'une après l'autre, démenties par l'événement ; tandis que, l'une après l'autre, toutes les prévisions de ces fous que nous sommes, sont entrées dans le domaine des faits indiscutablement acquis. D'ores et déjà, nous n'avons plus à prévoir ni à prédire ; nous n'avons plus qu'à constater. Et je me suis borné à une pure et simple constatation, lorsque j'ai dit que le Congrès de Royan a sonné le glas du Socialisme autoritaire, du socialisme enseigné et pratiqué en accord avec l'Evangile de Marx et de son « Ecole ». Me trouvant aux environs de Royan au moment où s'y tenait le Congrès de la S.F.I.O., j'en ai pu suivre de près les travaux. Je puis donc en parler comme témoin. C'est en cette qualité que je dis, une fois de plus, que le Socialisme en est sorti « les pieds devant ».

Il y était arrivé gravement malade, considérablement affaibli, presque à bout de souffle. Le traitement qu'il avait subi depuis deux ans l'avait épuisé. Peut-être aurait-il pu être sauvé ; car ses veines charriaient encore quelques gouttes d'un sang pur, vivifiant et rouge. Ces globules d'un rouge vif s'étaient réfugiés dans les membres situés aux extrémités et à gauche. Mais ceux qui entouraient le chevet du malade avaient décidé de l'achever. Ils s'activèrent à l'amputation des parties du corps restées saines.

Et le moribond expira.

LE SOCIALISME AUTORITAIRE EST MORT.

ET, MAINTENANT, PLACE AU SOCIALISME-LIBERTAIRE, AU COMMUNISME-LIBERTAIRE, A L'ANARCHIE !

SEBASTIEN FAURE.

NOTRE LIBRAIRIE

BROCHURES DE PROPAGANDE PAR KROPOTKINE	
Aux jeunes gens	0 60
La Morale anarchiste	0 60
La Loi et l'Autorité	0 60
Communisme et anarchie	0 60
L'Esprit de Révolte	0 60
L'Action anarchiste dans la révolution	0 60
L'Ide révolutionnaire dans la révolution	0 60
Le Gouvernement représentatif	0 60
La Révolution, son rôle historique	1 20
L'Anarchie, sa philosophie, son idéal	1 50
L'Anarchie dans l'évolution sociale	0 60
La Victoire sociale appelée justice	0 60
Les Prisons	0 60
Le Salariat	0 60
Paroles d'un révolté, quatre brochures	0 60
La Situation la Prochaine Révolution, la Guerre, la Commune de Paris (chacune)	0 60
La Conquête du pain, un volume	1 50
Around d'une vie, 2 volumes	2 80
ŒUVRES DE BAKOUNINE	
Les Endormeurs	0 60
Dieu et l'Etat	1 50
La Vie de Bakounine, par Hélène Isambert	13 50
La Correspondance de Bakounine, par Dragomanov	12 80
BROCHURES DE SEBASTIEN FAURE	
Les douze preuves de l'existence de Dieu	0 60
Les Crimes de Dieu	0 60
Réponse aux paroles d'une croyante	0 60
Série : Les Propos subversifs.	
(Chaque brochure, 0 fr. 60.)	
1. La Fausse rédemption.	
2. La Dictature de la bourgeoisie.	
3. La Pourriture parlementaire.	
4. Leur patrie.	
5. La Morale officielle et l'autre.	
6. La Femme.	
7. L'Enfant.	
8. Les Familles nombreuses.	
9. Les Métiers haïssables.	
10. Les Forces de la révolution.	
11. Le Chamberlandement.	
12. La Véritable rédemption.	
La Question sociale	0 60
Propos d'éducateur	1 20
La Liberté	0 60
L'Orateur populaire	0 60
BROCHURES D'ELISEE RECLUS	
L'Anarchie	0 60
A mon frère le paysan	0 60
L'Anarchie et l'Eglise	0 60
Elisée Reclus, par H. Ryner	0 60
L'Evolution, la révolution et l'idéal anarchique	0 60
Histoire d'une montagne	1 50
Histoire d'un ruisseau	1 50
PRENDRE BONNE NOTE QU'AUCCUN ENVOI NE PEUT ETRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPAGNE DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJORE DE 10 % POUR FRAIS D'ENVOI.	

Jeunesse Anarchiste Communiste

Pour servir la révolution sociale...

Du danger des élites

Nous lisons dernièrement, dans un journal réactionnaire un article ayant pour titre : « Alerie à l'inflation universitaire ». Vraiment rempli d'enseignements, ce papier. A l'encontre des castes nobiliaires qui, à la veille de la Révolution française de 1789, souffraient sans aucune réaction devant le flot de la bourgeoisie naissante, ces mêmes castes bourgeoises, détentrices du pouvoir, à l'heure présente, sont fermement décidées à ne céder aucune parcelle de leurs privilèges.

En effet, nous lisons dans cet article qu'il y aura, pour l'année 1938, 23.832 candidats au baccalauréat, contre 19.302 l'année dernière, soit un excédent de 4.530 élèves. Et l'auteur dudit article de déplorer sans hésiter que c'est beaucoup trop « d'appelés » pour le nombre restreint « d'élus ». Il est fait aussi allusion au surmenage scolaire d'une façon attendrissante à seule fin de masquer la vérité. Mais ne nous trompons pas : la véritable pensée de l'auteur s'exhale, qu'il le veuille ou non, dans la conclusion de son article :

« Le baccalauréat, de nos jours, est, socialement, l'équivalent de ce qu'était le certificat d'études primaires, au début de ce siècle. Il est capital de répéter cela aux jeunes gens, parce qu'il faut, autant que faire se peut, éviter de mettre en circulation des algues, des demi-savants qui reprocheront amèrement à la société de ne pas leur avoir donné la situation à laquelle ils croyaient pouvoir prétendre, sous le seul prétexte d'avoir passé leur jeunesse sur les bancs d'un lycée. »

C'est indispensable, si l'on ne veut pas que des milliers de ratés intellectuels aillent grossir les rangs des déclassés et des révoltés. N'est-ce pas la l'aveu de cette Société capitaliste qui chancelle, qui est à bout de souffle ? Cette société égoïste ne peut même plus nourrir ses enfants ; elle leur dit : « Il n'y a plus de place pour vous, pas de postes à créer. En allez-vous ; mais auparavant, elle tient à ce qu'ils partent grossir les rangs des exploités, désarmés, bien dociles et la tête creuse. Elle déplore, cette société bourgeoise, que ces révoltés aillent semer la mauvaise graine dans les rangs du prolétariat. »

En tant que prolétaires nous n'avons pas à nous appesantir sur la décomposition du capitalisme, mais nous n'avons nullement le droit d'ignorer l'adversaire et ses soubresauts ; de les grand espoir qui vit jour en juin 36 ? N'est-ce pas tous ces révolutionnaires à l'eau de rose plus enclins à pérorer sur des tréteaux qu'à exproprier réellement le capitalisme. Le prolétariat se serait bien passé de tous ces théoriciens, de tous ces stratèges. Nous ne contestons pas que tous ces « algues » dont parle le journal réactionnaire soient un mal pour l'ordre bourgeois ; ils constituent un danger non moins grand pour le prolétariat.

Comment y remédier ? D'abord, ne pas s'en laisser compter. La logique bourgeoise ne mène qu'à un seul maître : l'Etat. Nous instruisant nous-mêmes, rejetant tous les évangiles officiels, possédant l'expérience de chaque jour puisque exploités, animés d'une conscience de classe, ne brigant pas les honneurs, il est de notre devoir, à nous, jeunes révolutionnaires, d'affirmer la capacité politique du prolétariat. Et il en a, nous en sommes sûrs.

ARMAND GALLI.

Nous sommes de cette jeunesse

La jeunesse de l'heure est assez indécise, quant aux vœux qu'elle se propose d'intéresser son développement. Devant les coups à elle portés, par une société décadente, elle ne sait pas réagir.

Se contentant de discuter, d'émettre des opinions sur telle ou telle chose, elle n'a jamais su grouper en une organisation forte, et qui répondrait aux besoins de la lutte actuelle, tous les éléments jeunes, et révolutionnaires. Il en est des milliers de jeunes habitués à la servitude, et contraint de travailler sans relâche, bafoués et traités comme de vrais chiens. Malgré les cercles où l'on ne parle que sport, loisirs, plaisir, sans s'occuper de la lutte quotidienne, parmi cette jeunesse où aucune réaction ne se produit au contact de l'exploitation de ses capacités, il existe une jeunesse qui s'est élevée et s'est groupée en une organisation vraiment révolutionnaire.

Certes, il est parlé, au sein de cette réunion de jeunes : sports, plaisirs, loisirs, mais il est placé avant toute autre chose, le triomphe du monde du travail, par la lutte incessante contre l'exploitation dont il est l'objet. Une jeunesse est née. Une jeunesse révolutionnaire qui n'accepte pas et n'acceptera jamais d'être guidée dans la boue de la spoliation sans se défendre. C'est une âme qui réagit à la moindre blessure. Une jeunesse sachant ce qu'elle veut, et luttant pour l'amélioration de ses conditions humaines, pour accomplir la révolution sociale. Une jeunesse qui s'éduque et veut proclamer ses droits.

Elle sait que les producteurs du monde entier, lésés par une minorité capitaliste internationale, sont liés à elle par les mêmes intérêts, par les mêmes sentiments, mais aussi par les mêmes devoirs.

Elle est internationale, elle ne veut ni religion, ni militarisme, ni état, ni capital.

C'est une jeunesse qui veut être libre.

Nous sommes de cette jeunesse.

Lorsque l'heure de la révolution sonnera, nous serons à l'avant-garde de la bataille.

Il est encore temps Mais hâtez-vous

Beaucoup de camarades ont exprimé leur ferme volonté de se procurer

"L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE"

Ils en ont ajourné l'acquisition pour diverses raisons. Nous avons ces amis que notre réserve, peu à peu, s'épuise.

En conséquence, nous les prévenons que nous ne pouvons garantir que

JUSQU'AU 15 AOUT 1938

la livraison des ouvrages qui nous seront commandés.

"L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE"

ouvrage UNIQUE AU MONDE, comprenant 4 beaux volumes format du Grand Larousse (32x25) — est mis en vente comme suit :

1° — AU COMPTANTFr. 465 »
2° — A TERME (en 7 mensualités de Fr. 70)Fr. 490 »
tous frais d'emballage et d'expédition compris.

Adressez les commandes à la

LIBRAIRIE SOCIOLOGIQUE

14, Rue de Marengo, 14 LILLE (NORD)

Compt. Chèque Postal : 346-28 Lille

Hâtez-vous. N'attendez plus

Après la lutte, lorsque la révolution entreprendra sa tâche constructive, une jeunesse nouvelle apparaîtra sur le chantier, fière, heureuse, joyeuse, pleine de volonté. Nous serons de cette jeunesse-là.

CHRISTIAN

Le Coin des Encasernés

EN TEMPS DE PAIX

Un camion transportant des soldats heurte un pont : un mort, six blessés. Tel est l'accident qui nous est relaté par la presse et qui indique les victimes militaires du 94^e régiment d'infanterie de Bar-le-Duc. Naturellement, tous les journaux n'ont pas relaté ce fait-divers sans importance pour eux.

Un autre accident s'est produit à Courcy, près de Reims : un avion militaire s'abat et prend feu, cinq hommes meurent carbonisés. Ce dernier accident, prend une certaine importance et un long article lui est consacré.

Il s'agit là d'accidents qui ne peuvent être cités au public parce qu'ils se sont produits au grand jour et ont eu de nombreux témoins civils.

Mais de nombreux accidents se produisent dans les casernes même, malgré toutes les améliorations promises depuis longtemps à ceux qui apprennent à se faire casser la figure pour la république.

Des jeunes soldats meurent dans les régiments par suite des mauvais traitements, de la sous-alimentation dont ils sont victimes. Les parents et familles de ces morts apprennent quelquefois le décès de ce jeune parent sans explications, ni commentaires et ils doivent se contenter du faire-part officiel.

Ainsi pour faire crever des jeunes de vingt ans, la bourgeoisie n'a pas besoin d'une déclaration de guerre, elle sait faire mourir les jeunes en temps de paix.

Le C. I. de la J. A. C. de la région parisienne aura lieu le lundi 4 juillet, à 21 heures précises. Tous les groupes devront être présents.

FRANCE		ETRANGER		NOM (2)	
52 Nos .. 28 fr.		52 Nos .. 36 fr.		ADRESSE	
20 Nos .. 14 fr.		25 Nos .. 18 fr.		VILLE	

Chèque postal : Schreck André, Paris
487-78, rue de Bondy, 9, Botzaris 58-27

(1) Biffer la mention inutile.
(2) Ecrire lisiblement.

DEPARTEMENT

Vers la C.G.T. libre

Au comité national de la Fédération des métaux citadelle stanilienne-le bloc syndicaliste pour l'indépendance s'est réalisé.

ENCORE UN BEAU MEETING

Le congrès des cheminots écoute et applaudit Sémart et Jouhaux

Les travailleurs des chemins de fer tiennent, actuellement, leur Congrès au Palais de la Mutualité.

On ne constate pas, hélas ! chez les cheminots, la même résistance à la colonisation, le même attachement à l'indépendance du syndicalisme qu'on a pu observer dans les congrès des autres fédérations adhérentes au cartel des Services Publics.

L'organe officiel de la C.G.T. se borne à nous donner un compte rendu des débats, en se réjouissant que cinq syndicats seulement ont voté contre le rapport d'activité du Bureau fédéral.

Aucune explication n'est d'ailleurs donnée par le « Peuple » sur la position de ces cinq syndicats.

Dans la séance de la matinée du premier jour,

LA C. G. T. aux SYNDICALISTES

seule l'intervention de Cancouët s'élevant contre le cumul des mandats politiques et syndicaux, et, d'autre part, contre le cumul du poste de secrétaire fédéral et celui d'administrateur de la Société Nationale des Chemins de fer, est à retenir.

Le rapport moral, présenté par Jarrigion et ne traitant que de questions administratives est tern et sans aucun intérêt.

Reprenant la parole l'après-midi, le secrétaire de la Fédération a surtout cherché à justifier la présence des quatre délégués ouvriers au sein du Conseil d'administration de la S.N.C.F. Puis, assez timidement, Jarrigion a terminé son exposé en revendiquant pour le mouvement syndical, le droit de se diriger lui-même, en dehors de toute influence politique.

L'intervention de l'ancien secrétaire général du parti communiste, Pierre Sémart, est plus significative. Celui-ci s'est attaché à justifier la carence de la Fédération des Cheminots en juin 1936 : « Nous avons réalisé ce qu'il était possible de réaliser, non en employant l'action directe, mais

la force syndicale (sic) ». Et de reprendre l'antienne : « Nous n'avons pas occupé les chemins de fer, parce que ce n'est pas les potentats du rail que nous aurions atteints, mais le premier gouvernement de Front populaire. »

Puis, vient le couplet patriotique : « La France est en danger d'isolement » avec, comme conclusion logique, la nécessité d'une solide alliance avec la Russie.

Sémart, lui aussi, légitime la position du Bureau fédéral vis-à-vis de la S.N.C.F. C'est — dit-il — peut-être une étape vers la nationalisation des chemins de fer.

Entre Jarrigion, ex-confédéré et Sémart, ex-unitaire, stalinien notoire, les choses n'ont pas l'air d'aller trop mal. Un compromis semble avoir été accepté.

Sans doute, le premier ne partage-t-il pas les soupçons qu'éprouvent nombre de militants communistes vis-à-vis du second.

Sans doute Jarrigion n'est-il pas disposé à poser la question que nous avons posée à Salengro lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, à savoir si Sémart est oui ou non un fic.

Le gros morceau de la seconde journée est le discours du « Général ». Avant lui, Marcel Girton, secrétaire du Cartel des Services Publics, vient faire une allocution dans le sens du manifeste dont j'ai parlé la semaine dernière. Lui seul, d'ailleurs, envisage l'action directe des fonctionnaires. Léon Jouhaux commence son discours en exhortant la puissance syndicale.

Il montre, nous dit le « Peuple », la force que représente aujourd'hui ce mouvement qui n'a qu'à se manifester pour emporter les dernières résistances.

Bien sûr ! Mais qu'attend-il pour se manifester ? Il est vrai que Jouhaux, comme Sémart, ne veut pas ennuyer le Front populaire et qu'il estime que plus que jamais la C.G.T. a sa place dans le grand « Rassemblement ». Dans l'ensemble, pas grand-chose d'original. Toujours les mêmes redondances.

Mais le secrétaire confédéré suscite tout à

coup une tempête d'acclamations. Il vient de décerner aux cheminots un certificat de bonne solidité vis-à-vis des antifascistes espagnols.

Jouhaux n'est vraiment pas difficile lorsqu'il remercie les cheminots des efforts qu'ils ont faits et font toujours pour venir en aide à l'Espagne républicaine.

Il est assez navrant de voir que les travailleurs des chemins de fer, qui auraient pu tant faire pour nos frères d'Espagne, n'ont rien fait du tout pour qu'on se dispense de faire de l'ironie ou d'afficher une telle inconscience. Où cette inconscience devient du cynisme, c'est lorsque, au milieu des applaudissements, le « Général » s'écrit :

« Demain, quand l'histoire s'écrit, la honte ne nous montera pas au front ; nous aurons accompli notre devoir sans vaine jactance, mais avec courage, car jamais encore, solidarité aussi massive ne s'était manifestée à l'égard d'un peuple opprimé. »

Faut-il commenter ces paroles ? La C.G.T. a cinq millions d'adhérents. Le peuple espagnol crève sans armes et sans nourriture. Jouhaux est satisfait ; les fonctionnaires sont satisfaits. Chacun a fait ce qu'il a pu.

Que faut-il attendre du reste des débats ? Aucune opposition sérieuse ne se manifeste à la politique du Bureau fédéral. Les syndicalistes révolutionnaires sont rares chez les cheminots et les réformistes paraissent s'incliner devant les colonisateurs ou traiter avec eux. Plus que partout ailleurs s'affirme dans cette Fédération la nécessité d'un front uni des syndicalistes contre les politiciens. Si les ex-confédérés ne veulent pas réagir immédiatement, la colonisation chez les cheminots sera bientôt totale.

RINGEAS.

PROLÉTAIRE, RÉVEILLE-TOI !

complir notre devoir sans vaine jactance, mais avec courage, car jamais encore, solidarité aussi massive ne s'était manifestée à l'égard d'un peuple opprimé. »

Faut-il commenter ces paroles ? La C.G.T. a cinq millions d'adhérents. Le peuple espagnol crève sans armes et sans nourriture. Jouhaux est satisfait ; les fonctionnaires sont satisfaits. Chacun a fait ce qu'il a pu.

Que faut-il attendre du reste des débats ? Aucune opposition sérieuse ne se manifeste à la politique du Bureau fédéral. Les syndicalistes révolutionnaires sont rares chez les cheminots et les réformistes paraissent s'incliner devant les colonisateurs ou traiter avec eux. Plus que partout ailleurs s'affirme dans cette Fédération la nécessité d'un front uni des syndicalistes contre les politiciens. Si les ex-confédérés ne veulent pas réagir immédiatement, la colonisation chez les cheminots sera bientôt totale.

RINGEAS.

Le Mouvement Syndical

Une fédération qui n'est pas colonisée

Nous recevons d'un groupe de militants des services publics, ces lignes que nous insérons bien volontiers.

Avant la clôture du Congrès National de la Fédération Générale des personnels des services publics et des services de santé, qui vient de se tenir à Bordeaux du 8 au 11 juin, le rapporteur de la Commission des Relations diverses a présenté entre autres motions la résolution que vous lirez plus bas. Inutile de dire qu'aussi bien en Commission que devant le Congrès les amis du Parti National Communiste opposèrent une vive résistance. Malgré différentes interventions notamment d'un camarade de la Région Parisienne (à qui certains rappellent, que Paris n'était pas la France alors qu'il mettait sans cesse en avant les 50.000 adhérents de sa Région à la Fédération, d'un autre qui vint se glorifier devant le Congrès d'être à la fois délégué du Syndicat et conseiller général, le rapporteur de la Commission, appuyé dans la salle par une forte majorité, faisait voter la Résolution sur l'indépendance Syndicale dont voici le texte :

RESOLUTION SUR L'INDEPENDANCE SYNDICALE

vote au cours du Congrès National de la Fédération Générale des personnels des Services Publics et de Santé (Bordeaux 8, 9, 10 et 11 juin 1936). Rapporteur : Carrega de Marseille.

Le Congrès estimant que dès l'origine des formations syndicales ouvrières les syndicalistes se sont méfiés des déviations politiciennes et qu'ils se sont attachés farouchement à la sauvegarde de l'indépendance du mouvement syndical ouvrier, que ce souci d'indépendance se reflète dans la Charte d'Amiens et qu'il se rattache au principe d'une façon définitive par le préambule de la Charte d'Unité de Toulouse, le Congrès estime que l'existence des amicales et des cellules professionnelles à caractère politique de quelque nature qu'elles soient, à quel que parti ou confession qu'elles appartiennent, sont absolument incompatibles avec les statuts confédéraux, parce qu'elles se substituent aux organismes syndicaux réguliers.

Il invite le Bureau Confédéral à poser la question de la sauvegarde de l'indépendance syndicale au prochain congrès de la C. G. T. à procéder à un examen approfondi de la situation créée par le développement des amicales et des cellules, afin que le congrès confédéral soit à même de demander à tous les partis, et plus particulièrement à ceux qui se revendiquent de la classe ouvrière, de ne plus maintenir ces formations nuisibles à la continuité de l'unité ouvrière au sein de la C. G. T. libre et indépendante.

Le Congrès renouvelle, en outre, sa désapprobation des cumuls des mandats politiques avec les mandats syndicaux à la suite des défections scandaleuses qui ont été enregistrées récemment au Parlement.

Une fois de plus, le Congrès déclare incompatible tout cumul de mandat syndical quel qu'il soit, de la base au sommet, avec un mandat électif qu'il soit rémunéré ou non.

En conclusion, le Congrès proclame qu'à l'heure où « le politique », par la force même de l'évolution est obligé de céder le pas à « l'économique », la C. G. T., qui est parvenue à un haut degré de conscience collective, de compréhension politique par sa préparation, son organisation et son plan, est seule qualifiée pour traduire les sentiments des travailleurs aux partis politiques qui se réclament d'elle sans qu'elle ait à subir la direction occulte d'aucun d'eux par des manœuvres incompatibles avec notre Charte d'Unité.

Cette résolution a paru dans Le Peuple (sans commentaires naturellement) et dans le Populaire. Vous le voyez, Camarades qui résistiez à la colonisation, tout espoir n'est pas perdu pour redonner à la C. G. T. son vrai visage syndicaliste. Puisque cette résolution est encouragée, préparons-nous à défendre notre point de vue devant le prochain Congrès de la C. G. T. Nous avons les arguments, et de taille. Je n'en citerai que 2. Sur le Plan national, au rappel de la conduite scandaleuse de certains cumulards de mandats politiques et syndicaux, lors de la discussion des 1.800 francs de vie chère devant la Chambre, je vous assure que leurs amis faisaient grises mines et ne trouvaient rien à répondre. Sur le terrain municipal des communaux sont en contact étroit avec les élus. Ils savent depuis longtemps ce que valent les promesses des élus de toutes nuances. Laissent donc tous les politiciens faire leurs affaires comme ils l'entendent, mais interdisent-leur de se réclamer du Syndicalisme comme un grand nombre ont le culot de le faire. En avant camarades pour une C. G. T. libre et aux Syndicalistes.

REVEIL DANS LES ASSURANCES

Depuis un certain temps, les travailleurs des assurances réclamaient un rajustement de salaires.

Comme toutes les autres, ces demandes répétées furent l'objet de polémiques fort longues entre délégués du personnel et patrons. Malgré les appels à la discipline, malgré les ordres formels des responsables syndicaux enjoignant les employés à rester silencieux, ces derniers, las d'attendre, ont décidé de passer à l'action... Enfin !

L'action syndicale se voit, comme en juin 1936, dépréciée par la volonté des travailleurs de ne pas crever de faim, de ne pas subir à nouveau la misère en faux-col. Des milliers et des milliers de syndiqués, représentant plusieurs compagnies telles que l'Abellé (qui déclancha le mouvement), la Paternelle, le Soleil, le Patrimoine, la Participation, la Prévoyance, la Pré-servatrice, la Concorde, etc., clamèrent leur volonté de voir s'augmenter leurs salaires et se renouveler la convention collective, depuis longtemps attendue mais jamais arrivée.

Parmi les mots d'ordres réformistes, on entendait, scandés par une grande quantité de travailleurs : « Action directe », « Occupation », « Pas d'abdication ».

Les employés des compagnies d'assurances commencent à se rendre compte qu'ils n'obtiendront satisfaction que par leur propre action.

Si nous persévérons dans cette voie, nous vaincrons.

Un groupe de syndicalistes révolutionnaires des assurances.

LE REDRESSMENT SYNDICAL ET LA FEDERATION DES TECHNICIENS ET EMPLOYES

Nous pourrions donner à nos camarades le point de vue de certains militants responsables du mouvement syndical sur le problème social actuel et surtout sur deux points : « Le développement de l'offensive patronale et l'indépendance du syndicalisme ». Aujourd'hui nous voulons attirer l'attention de nos camarades sur une Fédération, celle des Techniciens et Employés de la métallurgie, qui dans une brochure dont la présentation est parfaite, expliquent l'évolution des revendications depuis juin 36 et les grèves de la métallurgie parisienne de mars-avril 1938.

Nous n'avons rien à ajouter à ce que nos camarades pensent et, pour en juger, voici quelques passages de l'introduction de cette brochure, (la brochure est en vente au prix de 2 fr. au « Libertaire », au siège du Syndicat des Techniciens, 112, Bd Maiesherbes, Paris). « Le trait dominant et commun des conflits qui se sont déroulés dans les derniers mois de 1937 fut l'opposition très nette entre, d'une part, la volonté d'action de la masse des travailleurs, profondément déçus et irrités par les répercussions de la « pause » et, d'autre part, la volonté manifestée en permanence par des dirigeants syndicaux, fédéraux ou confédéraux, de maintenir pratiquement la « pause ».

Après la promulgation de maintes sentences surarbitrales et parfois contre l'évidence, les délégués ouvriers, sanctionnés par ces sentences, étaient présentés comme des victoires et les grévistes étaient expressément invités à se plier aux décisions qui les frappaient.

Devant le renversement du courant ouvrier et du climat parlementaire, les organisations syndicales allaient-elles se soustraire à leur intégration stérilisante dans le mécanisme des lois, en dégageant leurs perspectives propres, en les haussant au niveau d'une conjoncture difficile et en mettant en œuvre les moyens qu'elles seules possèdent pour changer le cours des événements ?

Nous n'en dirons pas plus à nos camarades, nous les engageons à lire cette intéressante brochure et nous félicitons nos camarades techniciens d'avoir apporté leur pierre à la défense de l'édifice que nous voulons sauvegarder.

L'affaire Garnier-Bidault-David

L'attitude odieuse prise par les responsables de la fédération dans l'affaire Garnier-Bidault-David a soulevé une vague d'indignation parmi les adhérents de cette fédération et dans tout le mouvement syndical.

Nous recevons, de nombreux militants et syndicalistes, des ordres du jour de protestation contre l'existence des colonnes du « Lib Syndicaliste » ne nous permet pas de passer.

Le syndicat parisien des chapeliers, le syndicat du bâtiment de Nevers, la minorité des peintres de Gagny, des groupes de syndicalistes, des sections syndicales d'usines et de chantiers exigent la libération de David et Bidault et blâment la direction fédérale du bâtiment.

Notre dossier grossit tous les jours et ceci démontre qu'il y a encore de l'espoir de « décoloniser » la C.G.T.

Aucun plan ne peut remplacer la grève

Comme on l'a vu dans un précédent article, il n'y a pas de « loi d'airain des salaires », ni de volonté arbitraire régnant à son gré le salaire et le patron. Lorsque l'un de ces deux termes monte, l'autre baisse, et réciproquement.

Il n'existe, par conséquent, qu'un seul moyen pour les capitalistes de ramener le profit à son ancien taux, un seul et unique moyen : la réduction des salaires. Seulement, comme la conjoncture favorable qui a permis aux ouvriers d'exiger de meilleurs salaires se prolonge un certain temps (absence de chômage, demande accrue de main-d'œuvre), il est, bien entendu, impossible d'attaquer de front. Ne pouvant diminuer individuellement le salaire de chaque ouvrier, le patron va essayer d'obtenir la même production avec un nombre moindre d'ouvriers, c'est-à-dire dépenser une somme globale moins grande au compte salaires. Pour ce faire, un moyen s'offre à lui, moyen qui était classique avant 1936 : le machinisme.

Supposons une grève générale dans la seule industrie de la chaussure. Les salaires ont monté, donc les profits ont baissé. Un patron prend alors l'initiative d'installer des machines perfectionnées, augmentant considérablement le rendement de la chaussure, après quoi il pourra :

1° licencier une partie des ouvriers ; 2° augmenter la production ; 3° baisser les prix. Sur le marché, il va donc se trouver avantage vis-à-vis de ses concurrents. Mais ceux-ci finiront eux aussi par acquiescer à la machine, les profits vont être à nouveau nivelés, et, en apparence, l'initiative du premier patron n'aura servi à rien. Mais comme tous auront licencié une partie de leurs ouvriers, il s'ensuivra un chômage chronique et une dépréciation de la main-d'œuvre-travail par la concurrence entre ouvriers qualifiés et leur remplacement par des manœuvres, les nouvelles machines pouvant être mises entre les mains de gens n'ayant aucune qualification professionnelle. Il y a bien diminution des salaires, autrement dit : augmentation du taux de la plus-value. Le machinisme, dans l'économie moderne, aura donc pour cause principale la coalition ouvrière et la grève.

Nous nous souvenons, à ce sujet, d'une théorie émise par un historien, M. Lefebvre des Noëttes, selon laquelle, au X^e siècle, des inventions nouvelles ont permis d'augmenter la production de l'esclavage, entre autres une meilleure utilisation de la force des chevaux par l'invention du collier d'épaules, cette modification rendant inutile le travail des esclaves jusque-là employés seuls au charroi. Une autre découverte, celle du gouvernail, aurait eu pour résultat de faire disparaître l'esclavage des radeaux par une meilleure utilisation du vent comme force motrice. A cette théorie séduisante en apparence, le sociologue autrichien, Julius Dickmann (1) oppose cette objection majeure : c'est qu'à l'époque où furent connus ces inventions, l'esclavage avait déjà disparu ou presque, depuis plusieurs siècles. D'après lui, il fallait prendre le contre-pied des affirmations de M. des Noëttes : ce n'est pas l'invention du collier d'épaules qui a entraîné la disparition de l'esclavage, c'est l'extrême rareté des esclaves qui a rendu nécessaire une meilleure utilisation de la force des chevaux. En effet, à partir du XI^e siècle, on assiste, après les siècles de barbarie qui duraient depuis la fin de l'Empire romain, à une renouveau des échanges. Mais les conditions ne sont plus les mêmes : disparition des esclaves, rareté des chevaux due au fait que les armées, contrairement à ce qui se

passait dans l'Antiquité où elles étaient constituées surtout par des fantassins, se composent maintenant presque uniquement de cavaliers. Dans cette seconde partie du Moyen âge, qui va être par excellence l'ère de l'économie marchande, la rareté des chevaux — par conséquent leur utilisation va mettre en action les facultés inventives de l'homme, en vertu du vieil adage toujours si vrai qui dit que « la nécessité rend ingénieux ». Or, si l'Empire romain n'a pas utilisé le cheval comme force motrice, c'est parce que — à cause précisément de l'existence d'esclaves nombreux — la nécessité ne s'en faisait pas sentir.

Le développement du machinisme dans la société moderne, semble donner raison à J. Dickmann : par la grève, par le syndicalisme, les ouvriers provoquent ce qu'on pourrait appeler la rarefaction artificielle de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique. Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur constitue un fait nouveau. Répondre par le machinisme présente plusieurs inconvénients : une pareille mesure, prise à l'échelle nationale réclamerait une quantité de capitaux telle que le crédit semble ne pas pouvoir le fournir ; d'autre part, cela amènerait, en pleine période d'effervescence sociale, une augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de reculer sur la question de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause principale du progrès technique.